

Critique Communiste

revue mensuelle
de la

Ligue Communiste Révolutionnaire

(section française de la IV^e Internationale)

n° 68

novembre 87 / 14 fr.

Sommaire

Après le krach boursier

Vers une nouvelle récession internationale



**Sur le livre du Pierre Juquin
« Fraternellement libre »**



Octobre 1917 - Octobre 1987

◇ « Réhabiliter Trotsky » ?

◇ « La formation du système soviétique »
de Moshe Lewin

◇ Le Parti bolchevik : mythes ou réalités



Berlin : 750 ans



14 juillet 1931 à Berlin : la foule des épargnants se précipite aux guichets de la Caisse d'épargne pour retirer ses fonds.

De Wall Street au Kremlin

A l'heure du soixante-dixième anniversaire de la révolution d'Octobre, la Bourse s'affole et Gorbatchev réforme. Simple coïncidence ?

Si le capitalisme survit, avec son cortège de misère, de chômage, son idéologie de pub et de toc, n'est-ce pas parce que la bureaucratie soviétique a décidé depuis belle lurette de lui laisser les mains libres ? En échange de quoi les prédécesseurs de Gorbatchev purent gérer tranquillement leur « socialisme » de grisaille et barbelés. L'histoire du XX^e siècle est celle de ce marchandage permanent entre les deux frères ennemis et complices. Statu quo, sur fond de menace d'apocalypse nucléaire, au nom duquel on prétend faire taire les peuples, les contraignant, chacun dans son bloc, à accepter le parage... Mais cet ordre craque de toute part. Le chaos boursier est un nouveau signe de ce que la crise capitaliste ne résoudra pas insensiblement : ce qu'ont déjà subi les travailleurs depuis dix ans ne suffira pas à relancer le système dans une nouvelle phase d'expansion.

Gorbatchev sait qu'un irrépressible besoin de changement travaille les sociétés de l'Est. Confronté,

hier, à l'expérience polonaise, il engage en URSS des ouvertures démocratiques qui accompagnent un effort réformateur sans précédent. Ce grand ébranlement ne saurait à lui seul sortir le système soviétique de son impasse.

Il est des moments où la nécessité de réforme appelle la révolution. Ce n'est pas par hasard si, alors, l'Histoire revient au premier plan. Elle est au cœur de la *perestroïka* gorbatchévienne, alors que l'URSS se retourne et s'interroge sur son passé, et invoque les grandes figures injustement condamnées qui la hantent. Elle tourbillonne dans les paniques boursières, lorsque resurgit en force le spectre de 1929. Elle habite Berlin, la ville partagée, qui a fêté cette année ses sept cent cinquante ans, et vit dans sa chair la douleur d'une histoire qui est celle de la classe ouvrière européenne.

Le présent, c'est l'urgence d'une alternative sociale d'ensemble, sans capitalisme ni bureaucratie. Le livre de Pierre Juquin est l'occasion, ici et maintenant, d'en débattre...

Après le krach boursier :

Vers une nouvelle récession internationale

Maxime DURAND

LE récent krach boursier vient brusquement rappeler une dure réalité : le capitalisme international est plongé dans une crise qui dure et la prospérité artificielle de la Bourse n'était pas le signe annonciateur d'une réelle reprise qui ne vient pas. Mais au-delà des péripéties techniques, il faut chercher à prendre un peu de recul pour resituer ce qui est beaucoup plus qu'un incident de parcours.

Quand le profit ne s'accumule pas

Depuis la mise en place de l'austérité par Delors en 1983, les entreprises françaises ont vu leur situation financière se redresser significativement puisque leur taux de marge, c'est-à-dire le rapport profits/coûts, a retrouvé un niveau d'avant-crise. Le taux d'exploitation a été rétabli de manière classique : le salaire réel a stagné et la productivité a augmenté notamment grâce aux licenciements.

Cette évolution se retrouve dans la plupart des pays impérialistes et force est de constater que, face à cette masse croissante de plus-value, l'investissement des entreprises n'a pas progressé dans les mêmes proportions. C'est cette plus-value non accumulée qui constitue la base matérielle de la spéculation financière et c'est la force de la théorie marxiste de la valeur d'aller ainsi à la racine des choses.

Ce que montre aussi cette analyse marxiste des crises, c'est que, pour fonctionner correctement, le capitalisme a besoin d'une double condition : profits et débouchés rentables. Le profit doit être comparé au capital investi, et pour que se rétablisse le taux de profit ainsi mesuré, il faut encore résorber la suraccumulation passée et l'endettement des entreprises qui l'avait accompagnée. Ceci, qui est en train de se

réaliser, demande une période plus longue.

Mais il faut aussi des débouchés. Or l'amélioration du taux d'exploitation a précisément été obtenue en réduisant les débouchés offerts aux biens de consommation. Par ailleurs, le capitalisme n'a pas suscité à une échelle suffisante des besoins nouveaux permettant de réenclencher le cercle vertueux de l'automobile, où les gains de productivité venaient continuellement compenser — du point de vue de la rentabilité — l'augmentation du pouvoir d'achat qui assurait la réalisation de la production. Pour le capitalisme, tous les besoins ne sont pas bons à satisfaire : acheter le plus futile des gadgets électroniques est un acte valorisé par l'idéologie ambiante, puisqu'il relance l'industrie, crée des emplois, etc. Tandis que se soigner est un gaspillage éhonté que l'on montre du doigt. La différence de fond est du point de vue capitaliste que l'on peut faire de la productivité en fabriquant des téléphones de poche, pas en soignant une carie.

Sans même entrer dans ce débat, la raison du blocage actuel de la croissance, malgré les profits dégagés, c'est l'existence de capacités de production oisives et l'insuffisance des débouchés. Une partie de la plus-value non accumulée va se porter sur la consommation ce qui explique que celle-ci augmente nettement plus vite que le pouvoir d'achat des salariés. Et le reste va servir de support à l'énorme gonflement de la sphère financière.

Une bulle, c'est fait pour être crevé

L'image de la bulle est bien choisie : les intervenants sur le marché financier, celui des actions, et sur le MATIF, celui des obligations à terme, sont pris dans une escalade ininterrompue qui a quel-

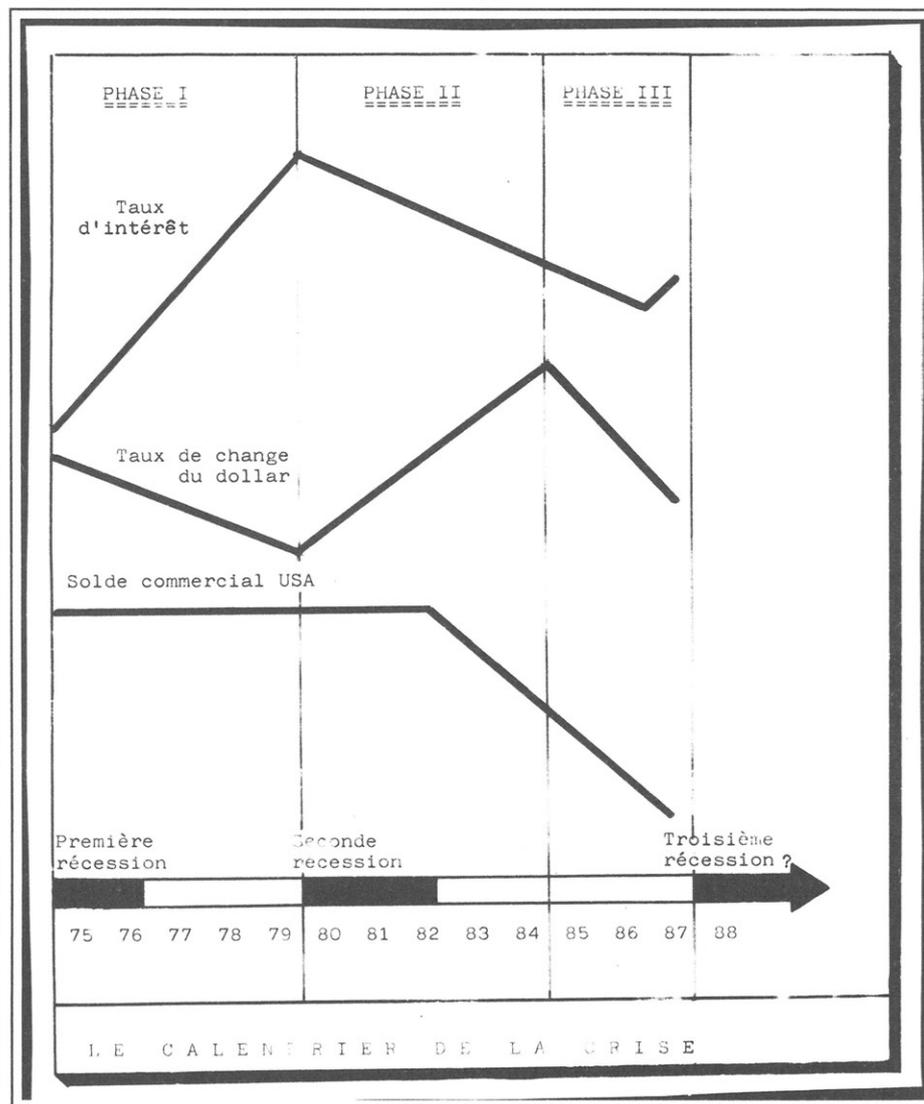
que chose d'inférial et d'absurde mais qui suit une logique parfaitement compréhensible. Retirer ses billes d'un marché à la hausse, c'est se priver d'un gain possible et les gros intervenants ne peuvent se le permettre, contrairement à des spéculateurs privés avertis qui ont pu faire de beaux coups en anticipant la baisse.

C'est bien la raréfaction des occasions d'investissement qui est à la base de cet envol. Curieusement, pendant les années d'expansion, la Bourse jouait un rôle secondaire dans le financement de l'investissement qui était couvert soit par le profit d'entreprise, soit par l'endettement auprès des banques à des taux d'intérêt largement inférieurs à l'inflation. En exagérant un peu, aujourd'hui, les entreprises ne savent plus quoi faire de leurs profits si bien que l'on arrive à cette situation insensée où des entreprises préfèrent conserver leur endettement pour acheter des actifs financiers qui sont plus rentables qu'un incertain investissement. Curieuse conception de l'esprit d'entreprise, pourtant favorisée par la déréglementation et la création d'instruments tels que le MATIF.

Il faut bien voir en même temps qu'une bonne partie de ce mouvement est virtuelle : si j'ai acheté il y a trois ans une action qui valait cent francs et si celle-ci vaut aujourd'hui cinq cents francs, ma fortune, mon actif, a augmenté d'une plus-value potentielle de quatre cents francs. Mais ce gain, je ne le réalise effectivement que si je revends mon action et je ne peux y réussir que si tout le monde ne fait pas la même chose en même temps que moi. Bref, la corbeille et les coups de téléphone ne créent pas de valeur ! Lorsque l'on arrive au moment où tout le monde veut prendre son bénéfice en même temps, on s'aperçoit que celui-ci n'existe en somme qu'à condition de ne pas s'en servir pour acheter quelque chose. Ce jour-là, on constate que l'on ne peut pas distribuer plus de plus-value que l'on en a pompé sur le dos des travailleurs. Certains appellent cela loi de la valeur !

Dollar, taux d'intérêt et reaganisme

La crise boursière a une dimension internationale évidente qui renvoie à des mécanismes complexes qu'il faut essayer ici de simplifier un peu. Le plus parlant est de revenir sur les dix dernières années et de commenter l'évolution de trois variables essentielles qui apparaissent sur le graphique ci-contre. La première variable est le cours du dollar,



par exemple sa valeur en marks. La seconde est le solde commercial des Etats-Unis dont la courbe descend lorsque le déficit s'aggrave. La troisième courbe représente le taux d'intérêt que paie le système bancaire US et qui sert de référence aux taux d'intérêt de tous les pays.

Le graphique volontairement stylisé permet de distinguer clairement trois phases caractérisées par des rapports différents des trois courbes examinées.

◆ **Phase I.** Entre les deux récessions internationales de 1975-1976 et de 1980-1982, on peut parler de keynésianisme généralisé. Tous les pays impérialistes répondent à la récession par une politique de relance budgétaire traditionnelle. Durant ces années, la perte d'hégémonie des Etats-Unis relativement à leurs concurrents européens et japonais se confirme, et se traduit par une baisse prononcée du dollar. La hausse simultanée des taux d'intérêt traduit la volonté de limiter cette tendance en attirant les capitaux vers les Etats-Unis. Cette hausse des taux d'intérêt ne réussit pas à enrayer la chute du dollar ; par contre, elle entraîne dans

son sillage l'ensemble des taux d'intérêt à travers le monde, et amorce la montée incontrôlée de la dette dans des pays comme le Brésil ou le Mexique, qui commencent à s'endetter pour payer les intérêts de la dette acquise. Cette politique keynésienne prolonge la croissance des années passées mais accumule donc les contradictions. Surtout, elle ne contribue pas à la restauration du profit et débouche donc logiquement sur une nouvelle récession qui s'étale sur les années 1980-1982.

◆ **Phase II.** Elle correspond à la sortie reaganienne de cette seconde récession. Tout le monde s'oriente alors vers des solutions néo-libérales enclanchant clairement l'offensive anti-ouvrière, tandis que le chômage franchit une nouvelle marche d'escalier. Le camp impérialiste serre les rangs autour de son chef de file nord-américain qui retrouve une autorité nouvelle qu'enregistre la montée du dollar. La puissance dominante s'arroge le droit de faire le contraire de ce qu'elle dit, c'est-à-dire de se permettre des déficits croissants tout en prêchant la rigueur budgétaire et en envoyant les émissaires du FMI dans le

plus pauvre des pays du tiers monde qui se permettrait de s'écarter de ce principe.

Le rôle de gendarme international réaffirmé légitime la croissance du budget militaire, principale source de déficit. Dans le même temps, le déficit commercial commence lui aussi à se creuser, comme le montre le graphique. C'est que les prix des produits US grimpent avec le dollar : les ventes d'un peu tous les pays du monde sur le marché US augmentent alors considérablement et assurent une certaine diffusion de la reprise à l'échelle internationale.

Cette configuration reste cependant trop bancal pour pouvoir durer : le dollar monte sans cesse, le déficit US se creuse à une allure vertigineuse. On n'a donc pas encore trouvé là un mode d'articulation suffisamment stable des capitalismes nationaux.

◆ **Phase III.** Celle-ci commence au printemps 1985, lorsque le mouvement à la hausse du dollar se retourne. Ceci ne résulte pas tant de la baisse des taux d'intérêt qui ne fait qu'accompagner le ralentissement de l'inflation, mais d'une décision plus ou moins concertée entre les principaux pays impérialistes. L'atterrissage en douceur semble relativement réussi. L'ennui, c'est qu'il ne donne pas les résultats escomptés : normalement la baisse du dollar devrait freiner l'entrée en masse des produits étrangers sur le marché US mais rien ne se passe puisque le déficit continue à se creuser. On revient au début de l'année aux instruments classiques, à savoir la hausse des taux d'intérêt, qui ne peut que décourager encore plus l'investissement, même si cet effet est relativement secondaire, et affoler les marchés financiers. Il va falloir trouver autre chose et, cette fois, on ne coupera pas à la récession.

L'inévitable récession internationale

Il ne reste plus en effet que les solutions les plus directes pour résorber le déficit US, source d'instabilité jugée dorénavant insupportable. Et c'est fondamentalement cette perspective qui déclenche le mouvement à la baisse des marchés boursiers. Celui-ci continue avec sa logique propre qui ne peut que conduire assez bas puisque, comme on l'a montré, tout cet édifice reposait en somme sur la perspective d'un profit dont on découvre un peu tard qu'il ne sera pas réalisé et encore moins distribué. Le krach clôt la troisième phase de la crise et, toutes les autres combinai-

sons ayant été épuisées, met donc à l'ordre du jour une nouvelle récession qui va probablement s'organiser ainsi. Dans un premier temps, ce sont ceux qui avaient profité le plus, proportionnellement, de la pénétration du marché US qui vont déguster ; parmi ceux-ci, les plus exposés sont les pays semi-industrialisés d'Amérique latine et d'Asie du Sud-Est, et, parmi eux, les plus endettés qui vont se trouver pris en tenaille entre les paiements d'intérêt de leur dette et la réduction de leurs débouchés. La chaîne impérialiste pourrait bien craquer en l'un de ces maillons faibles, à l'image de la crise mexicaine de 1982.

Peu à peu, la récession va s'étendre par ricochet à l'ensemble du monde impérialiste, un pays comme la France était particulièrement fragilisé par les médiocres performances de son industrie. Enfin, l'ampleur de la récession va se trouver probablement amplifiée par les mesures protectionnistes que vont prendre les uns et les autres pour réduire la casse. Quelques faillites bancaires devront être essuyées ici ou là.

Mais le plus grave est évidemment l'inévitable montée du chômage et de la misère que ce processus va inévitablement entraîner. Le chômage est de toutes façons un problème massif des années à venir ; même avant le krach, les scénarios du Plan, plutôt optimistes pourtant, débouchaient pour le cas français sur un taux de chômage atteignant près de 15 % en 1992, contre 11 % aujourd'hui !

Les perspectives sont donc bien sombres et on peut se demander si le trait n'est pas un peu forcé.

Le capitalisme au bout du rouleau

Ne serait-il pas possible d'imaginer un scénario moins inquiétant, mieux concerté, comme le propose Aglietta dans *le Monde* paru le soir du second lundi ? « *Les gouvernements des pays européens ne devraient raisonnablement exiger une réduction du déficit budgétaire américain que s'ils sont prêts à prendre le relais d'une expansion budgétaire suffisante pour éviter la récession mondiale.* » Dans l'abstrait, c'est évidemment ce que le capitalisme devrait faire, s'il s'agissait d'un système rationnel, coordonné et régulé internationalement, si la concertation intercapitaliste pouvait aller au-delà de la simple sauvegarde à court terme. Aglietta égrenne la liste de ce qu'il faudrait faire, comme si l'heure était à la mise en place d'un nouveau système monétaire international. Venant d'hommes politiques médiocres comme Reagan ou Chirac,

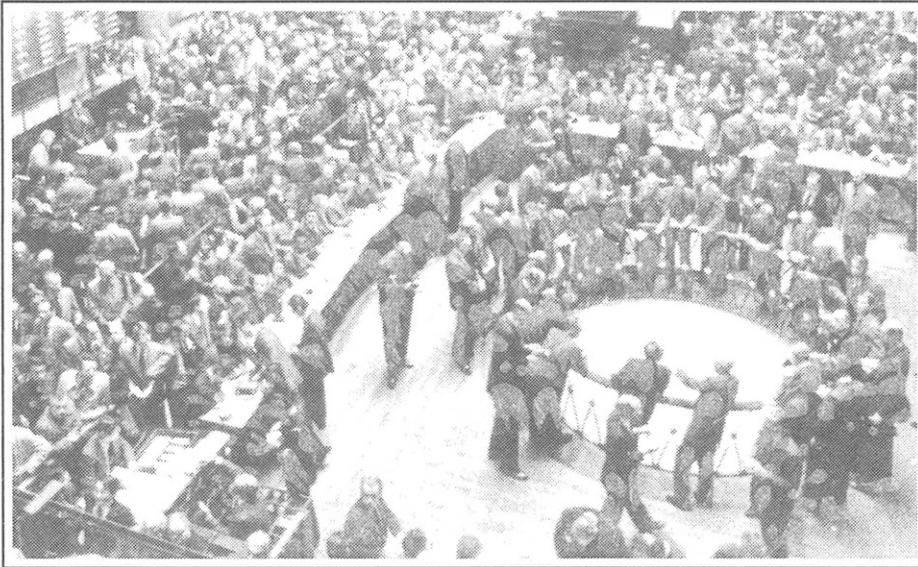
de lamentables déclarations sur le thème « l'économie est saine » ou « je suis raisonnablement optimiste » ne surprennent pas. Mais il serait temps que certains intellectuels, des économistes en l'occurrence, remplissent leur fonction plutôt que de s'évertuer à fabriquer des illusions vendables aux sociaux-démocrates.

Ainsi Lipietz, dans *Libération* du 28 octobre, décrit en termes semblables aux nôtres la succession des trois phases depuis l'entrée en crise du capitalisme et montre pourquoi s'ouvre une phase IV, celle de « l'organisation de la récession US ». Et pourtant, malgré cette lucidité, Lipietz s'obstine à l'optimisme forcé : « *A quelque chose malheur est bon*, explique-t-il, *le libéralisme débridé, guerre de tous contre tous, s'est retourné contre ceux-là mêmes qui croyaient "gagner". L'heure est peut-être revenue des accords négociés, entre les groupes sociaux, entre les nations. Comment produire ? Combien ? Quoi ? Par qui ? Quels principes nouveaux pour l'organisation du travail ?* » Etc., etc. Cette façon de mettre en avant une possibilité d'« accords négociés entre groupes sociaux » dans la période actuelle n'est pas responsable, ni très sérieuse.

Cela va faire bientôt dix ans que les régulationnistes comme Aglietta ou Lipietz nous annoncent l'invention prochaine d'un nouveau mode de régulation du capitalisme, comme si de toute crise devait nécessairement émerger le nouveau venant remplacer l'ancien, comme si, par nature, le capitalisme était doté d'une capacité illimitée de réorganisation lui permettant de toujours retomber sur ses pieds. Ces économistes risquent de paraître rapidement aussi ridicules que les stalinien qui parlaient de paupérisation absolue en pleine prospérité capitaliste.

Quant à ceux qui mettent en œuvre un marxisme vivant, il leur faut rejeter cette politique de l'autruche et dire, simplement, ce qu'il est assez facile de constater, à savoir que cette crise est profonde, si profonde que l'on n'aperçoit pas d'issue positive pour le système capitaliste. « *La crise, mais ça fait quinze ans qu'on est dedans* », dit à juste titre Lipietz, et la raison de cette durée est que cette fois le capitalisme ne trouve pas de moyens de se refaire une santé. Il n'y a donc pas en vue de nouvelle régulation, pas de contrats que l'on pourrait passer, pas de partage de la productivité à négocier, rien à discuter sur l'organisation du travail et sur les modalités de la production au sein de ce système.

Ce dernier, loin de chercher la concertation « entre groupes sociaux », avance, avec sa logique de rouleau



Lundi « historique » à la Bourse de Paris. Le 20 mars 1978 : après la victoire de la droite, ruée vers les valeurs françaises...

compresseur, selon sa « rationalité » propre qui jette les travailleurs au chômage, répand la misère dans le monde, supprime toute perspective à la jeunesse, refuse de produire ce qui ne rapporte pas de profit. Aucune discussion possible avec un tel système : les scénarios roses n'existent que dans la tête des experts payés pour les imaginer.

Le système est tout nu

La crise boursière a, du point de vue idéologique, un effet décapant qui va sans doute au-delà d'une vague inquiétude sur « les choses qui ne vont pas bien ». Pour commencer, la claque prise par les *yuppies* et autres *golden boys* procure une satisfaction d'ordre moral que l'on aurait tort de dissimuler. Cela ne change rien, bien sûr, au sort des millions de chômeurs dont le nombre va d'ailleurs augmenter dans les mois à venir. Mais cela ébranle fortement les valeurs que le système avait réussi plus ou moins à imposer : ces jeunes gens n'auront donc constitué qu'un phénomène passager dans la course folle du capitalisme.

Autre valeur en baisse : le marché. Alain Minc peut bien recevoir un prix pour son livre *la Machine égalitaire* qui chante les louanges du marché. C'est normal : il est lu et apprécié par ceux qui cherchaient une façon charitable d'expliquer aux gens qu'il va falloir toujours plus se serrer la ceinture. Maintenant, envoyez donc Minc expliquer aux salariés que le truc le plus moderne c'est la retraite par capitalisation, autrement dit un régime où la retraite est alignée sur les cours de la

Bourse. On imagine le succès de masse de cette proposition !

Il y a, c'est vrai, des travailleurs qui ont acheté des titres ; certains, comme dans le cas de Suez, y étaient fortement incités par leur entreprise, d'autres se sont dit qu'après tout cela pouvait valoir le coup de gagner un peu plus que le minable taux d'intérêt des caisses d'Épargne. Maintenant ils ont compris et on ne leur referra plus le coup. Alors imaginez aujourd'hui le délégué syndical CFDT venant expliquer les nouvelles solidarités ou l'intérêt des fonds salariaux pour créer des emplois. Là encore, franc succès en perspective.

Dans les quotidiens du 28 octobre, le PDG de Suez écrit à ses actionnaires pour leur demander de le rester « dans la durée ». Cela ne va évidemment pas de soi quand une action qui vient d'être émise n'est pas encore cotée. La privatisation en a donc pris un sérieux coup dans l'aile et Balladur, Chirac et *c^{ie}* n'ont vraiment pas de chance. Et il faut profiter de l'occasion pour rappeler ces chiffres révélateurs : au budget de 1988, les recettes liées à la privatisation devaient représenter cinquante milliards de francs. Or, cette entrée couvrira tout juste les cinquante-cinq milliards que l'État devra verser au titre de l'emprunt Giscard, autre débâcle financière de ce régime.

Renouer avec la perspective anticapitaliste

Les socialistes, avec leur énorme culot, ne manqueront pas de s'ériger en vertueux défenseurs des petits actionnaires. Il leur sera quand même difficile de faire oublier que ce sont eux, salués

en leur temps par la bourgeoisie avertie, qui ont mis en œuvre la déréglementation des marchés financiers et inventé des instruments comme le MATIF, paradis de la spéculation. Les mêmes, avant d'accéder au pouvoir, envisageaient la suppression du marché monétaire, la mise en place d'une banque nationale d'investissement, la déconnexion des taux d'intérêt français vis-à-vis des mouvements internationaux, et bien d'autres mesures qui n'ont rien d'utopique mais qui contitueraient au contraire des mesures minimales dans le contexte actuel. Les grands discours ne devraient donc pas faire oublier une autre bulle récemment crevée, celle des promesses social-démocrates de gouverner dans l'intérêt des travailleurs.

Avec cette crise, il n'est pas absurde de penser que l'on vient de toucher le fond du reflux idéologique, et que l'effondrement de la Bourse marque un retournement déjà amorcé en France durant l'hiver 1986. Il est de plus en plus clair en effet que le système capitaliste pourrit sur pied, qu'il fonctionne de manière de plus en plus absurde, n'offrant aucune solution crédible à un chômage et à une misère qui croissent depuis quinze ans. Les utopistes et les rêveurs pourraient bien être au bout du compte ceux qui pensent possible de remettre le capitalisme sur la voie d'un fonctionnement moins dévastateur, et le réalisme se trouver finalement du côté de ceux qui, depuis longtemps, pensent qu'il faut arrêter les frais et mettre en place un système économique et social qui fonctionne mieux. C'est le sens de l'engagement socialiste révolutionnaire auquel la crise actuelle apporte constamment de nouveaux arguments.

Maxime Durand

Lettre à un camarade, par ailleurs candidat à l'élection présidentielle

Sur le livre de Pierre Juquin,
« Fraternellement libre »

Francis SITEL

Alors qu'est publié ton livre, te voilà candidat à l'élection présidentielle. Et nous voici te soutenant dans cette entreprise. Epreuve redoutable que cette élection, qui t'a contraint à accélérer une rupture, devenue inévitable, avec le Parti communiste, et qui nous oblige à des choix décisifs, mais qui se déroule sur le terrain le plus piégé qui soit, là où la personnalisation — quasi monarchique — joue à plein, et qui suppose la mise en œuvre de moyens matériels, humains et financiers colossaux. On décide de ses combats, pas nécessaire-

substance ; les courbes des luttes tendaient vers l'encéphalogramme plat. Le drapeau du néo-libéralisme, arrogant, claquait fort au vent ; une droite revancharde, âpre au gain et dure aux opprimés, s'appêtait à ressaisir tous les rênes du pouvoir, tandis que s'épandait l'ombre brune du racisme. Nous, les marginaux de toujours et les prochains exclus, il nous fallait alors aller à contre-courant, résister à la résignation ambiante.

Mais l'hiver 1986 a connu un nouveau printemps avec le soulèvement de

Sous le signe de l'hiver 1986

ment des conditions dans lesquelles il les faudra mener !

Nous engageons donc celui-ci à tes côtés.

Notre rencontre, pourtant, n'avait rien d'inéluctable. A preuve l'étonnement de beaucoup, l'indignation de certains... Le stalinisme a, au sein du mouvement ouvrier, marqué de sang des frontières qu'il voulait infranchissables. L'héritage du passé est lourd, mais preuve est faite qu'il n'est plus en mesure d'interdire les convergences qu'appelle l'avenir...

Espérons que les temps à venir nous laisseront le loisir de reprendre ce passé de plaies et de bosses, pour en faire l'inventaire... Avant de tourner la page — non au profit de la critique rongeuse des souris, mais pour en découvrir la suite inattendue —, il nous faudrait le faire !

Mais, sans attendre, il faut expliquer à ceux qui s'étonnent ces « hasards objectifs » qui nous ont conduit là.

N'est-ce pas d'abord un même hiver qui nous réunit ? C'était, rappelons-nous, dans les décombres de l'Union de la gauche, après des années de cette expérience sans précédent de la gauche au gouvernement. Le mouvement ouvrier, désorienté, semblait perdre sa

la jeunesse estudiantine, qui allait entraîner la floraison des coordinations des cheminots et des instituteurs. Le néo-libéralisme connut sa première débandade. N'était-ce pas le signal que nulle fatalité ne dictait notre marginalité et que les exclueurs allaient se trouver mis sur le côté du mouvement des masses ? Ils avaient bonne mine les recentrés et les experts du glissement à droite de la société, lorsque tout un peuple, jeune de surcroît, rejetait le racisme, l'inégalité et l'autoritarisme. Ce ne sont pas celles et ceux qui combattent toute forme d'exclusion qu'on peut si facilement rejeter.

La lettre que tu dédies à « un jeune chômeur qui écoute les concerts de rock », consacrée à « *la France en mouvement* », travaille à nouer les fils complexes de Mai 68, des marches antiracistes des Beurs et de la jeunesse, des luttes de l'hiver 1986. Nous en partageons les soucis et les termes : c'est d'un même engagement qu'il s'agit. Que la convergence se fasse sous l'égide de ces mobilisations, nous nous en félicitons : le signe en est favorable.

Pourtant, nul ne saurait s'y tromper, les tendances défavorables ont été bousculées, mais non inversées. De nouveaux combats seront nécessaires, dont

l'issue n'est pas assurée. La crise capitaliste, qui s'éternise et se creuse, assombrit l'horizon de toute part. Ces grands affrontements, inéluctables, est-ce qu'ils confirmeront ou démentiront les promesses des dernières mobilisations ? Nul ne peut le dire. Mais cela signifie que, pour y faire face, il faudra plus que l'enthousiasme, légitime, né de l'hiver passé.

Ce « plus », n'est-ce pas le socle que dégagent nos itinéraires différents ? Notre fierté est d'avoir, à notre mesure, assuré une continuité révolutionnaire. Aux heures noires du stalinisme et dans chacun des combats qui nous ont vu prendre nos responsabilités. Celle des communistes rénovateurs n'est-elle pas, après des décennies de dévouement militant au service du parti communiste, d'avoir su rompre avec l'engluement qui aurait consisté à accompagner sa direction dans l'impasse où elle s'enferme, ou de la fuir en cédant à l'attraction du Parti socialiste. En menant courageusement le débat au sein du PCF — le seul qui vaille : pour le renouveau du courant révolutionnaire —, vous avez prouvé que la dynamique de la crise, en son cœur même, pouvait être inversée.

Quel chemin parcouru depuis la bataille démocratique pour un « congrès extraordinaire », et même depuis la publication du « Manifeste » ! Bien des questions, alors posées, trouvent leurs réponses dans ton livre.

Nous pensions que la démarcation « rénovatrice » au sein du PCF était décisive. Nos espoirs n'ont pas été vains. Ton livre nous confirme que, hors des ornières du stalinisme et de la social-démocratie, une nouvelle politique est possible.

Dans la lettre « à un étudiant qui a manifesté pour Malik Oussekiné, sur le

gauche officielle, le PS et le PCF. « *Remarque, écris-tu, que les possédants qui tirent les ficelles de la droite songent moins à sauver le pays que leurs privilèges, passe encore. Leur égoïsme est dans l'ordre du désordre établi. Des auteurs du putsch du 2 décembre 1851 Victor Hugo a dit qu'ils étaient allés "jusqu'aux boues". De la liquidation de la Commune de Paris au lepénisme, en passant par l'affaire Dreyfus, Pétain et les guerres coloniales, les censures, les répressions, les lois de peur et de haine, les cliquetis de sabre, les chasses aux rebelles et aux faciès, l'exploitation, les trahisons..., que cette droite soit aujourd'hui ce qu'elle est, avec intelligence et capacité d'adaptation, rien d'étonnant.*

« *Mais la gauche ? Peut-on excuser la gauche de cesser d'avoir des idées ? Pour l'une de ses branches, de devenir respectueuse à force de vouloir être respectable, de chercher des alliances à gauche pour se faire élire et des accords à droite pour gouverner, de virer vers une sorte de Parti démocrate à l'américaine ? Ou, dans l'autre branche, de perdre la crédibilité et le sens de soi-même ? Cette gauche tourne à vide. Le PS a choisi l'alternance. La direction du PCF un solo funèbre. Aujourd'hui, l'un et l'autre refusent ou empêchent l'alternative.* » (pages 245-246)

La « seconde lettre à Jean-Jacques Rousseau, sur des idées absurdes » approfondit la critique en la portant aux racines : celles du stalinisme et du réformisme social-démocrate. Qui ne veut oublier l'avenir se doit de ne pas perdre de vue le passé. Il faut tirer, sans pitié ni complaisance, le bilan des temps terribles, ceux de la trahison stalinienne. « *Le trésor perdu de la révolution... Le reproche capital qu'on peut adresser à ces régimes est d'avoir en*

élévé ; il a pris, de surcroît, la responsabilité de sceller l'entrée de son pays dans l'OTAN. Son parti apparaît comme une espèce de modèle à tous ceux qui, dans le socialisme européen, refusent de se lancer vers des solutions de gauche neuves. En France, les gouvernants socialistes, au lieu de chercher à redonner un contenu à la pensée de gauche, ont glissé vers le néo-libéralisme. » (page 49)

On sait bien que la gauche ce sont d'abord ces deux partis-là, avec leurs centaines de milliers de militantes et militants, dévoués, disponibles à l'effort et au sacrifice, sans lesquels ils ne seraient rien. Ce qui fait de l'unité une impérieuse nécessité. Dans les combats quotidiens et pour battre une droite haïssable à chaque occasion électorale. Autre reproche adressé à la direction du PCF de ne le pas comprendre ! Encore faut-il être au clair sur ce que sont leurs directions, avec leurs politiques et leurs intérêts propres.

Le dire, ce n'est pas ressentiment du fait de leurs agissements passés, mais lucidité au regard de leurs politiques présentes et à venir. Nul projet de transformation sociale, et même nulle défense efficace des intérêts du plus grand nombre, ne peuvent s'étayer à elles. Il faut une rupture radicale : de perspective et de pratique concrète.

En témoignent tes lettres sur la question du racisme. Celle, façon per-sanne, sur Le Pen, et celle « à la mère d'un immigré assassiné à Nice, sur les droits de l'homme ». Sur Le Pen et le racisme, pour une fois dans un texte politique, tout est dit. Dénonciation de l'ignominie lepénienne : « *C'est un pesant fardeau, mon cher Usbek, que celui de la vérité, lorsqu'elle est odieuse.* »

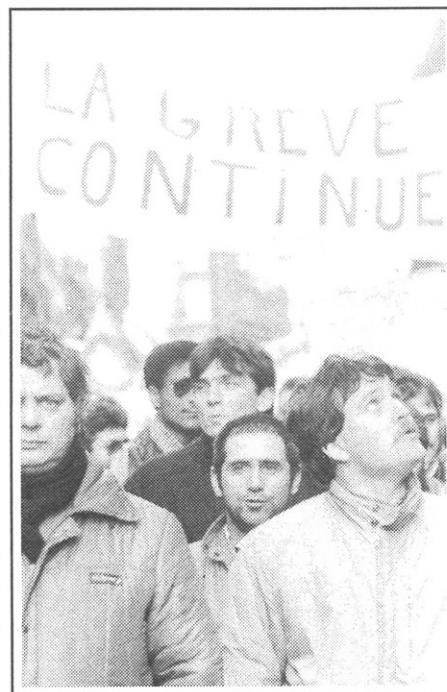
Inventer une nouvelle politique

« besoin d'idées neuves en politique », tu écris : « *Même si nous pouvons nous inspirer de quelques précédents, n'avons-nous pas, nous, aujourd'hui, ce rendez-vous capital avec l'histoire, avec nous-mêmes : le devoir d'inventer une autre politique.* »

Acceptons l'invitation ! Inventer, pas à partir de rien, nous y reviendrons, et pas de but en blanc. Cette autre politique est bien à inventer : nous n'en sommes qu'aux prémises. Mais, déjà, à cette étape, celle-ci est suffisante pour confirmer que sont réunis les éléments clés d'une campagne roborative et pour la première affirmation d'une force neuve. Les repères indispensables sont clairement posés.

Il s'agit, d'abord, de se situer nettement par rapport à la droite et à la

partie ruiné le rêve. La bourgeoisie a compris le parti qu'elle en pouvait tirer contre les adversaires du conservatisme. La "divine surprise" qui la préserve de la révolution, c'est, pour l'essentiel, en face, le spectacle sidérant d'une des plus grandes idées de l'histoire défigurée, et c'est la déception qui en est résultée. » (page 40) Aussi bien que de broser le tableau des politiques sociales-démocrates : « *Des socialistes peuvent gérer le capitalisme, mais cette gestion engendrera toujours plus d'échecs, de déceptions. Voyons ce qui se passe en Grèce sous la direction d'Andréas Papandréou. Voyons l'Espagne : dix ans après la mort du général Franco, le parti de Felipe Gonzales pratique un néo-libéralisme presque pur ; il privatise ; il admet comme normal un taux de chômage*



(page 79) La vérité est dite, dans toute sa sévérité, en montrant, à la suite de Patrick Tort, les responsabilités spécifiques de toutes les forces politiques institutionnelles, de droite et de gauche, dans l'ascension de Le Pen. En portant le fer au point sensible : « *Il serait à souhaiter que la gauche française fût enfin capable de critiquer au fond toute idéologie identitaire. Il lui faudrait mettre en question le nationalisme. C'est en France un problème difficile, car, depuis la Révolution française, a existé un nationalisme de gauche, porteur de valeurs progressistes, mais aussi des plus graves ambiguïtés.* »

« *Le nationalisme n'est une force que lorsque la nation est un projet. Le but assigné à un combat pour la libération politique et économique d'un peuple. Une fois la nation constituée, le nationalisme n'est le plus souvent qu'un culte commémoratif, un principe d'identification collective qui ressort en cas de danger, un rempart contre l'étranger ou un prétexte pour opprimer autrui à son tour. Quand il a cessé de porter un combat libérateur, le nationalisme ossifié, celui qui préserve au lieu de transformer, devient généralement la marque d'un discours conservateur. Il faut du bouche-à-bouche à un mort. Car l'identité vivante, c'est ce qu'on devient.* » (pages 83-84)

Une façon — la seule ! — de faire un sort aux angoisses identitaires. Le problème ainsi posé, les solutions coulent de source : l'égalité des droits, à commencer par le droit de vote : « *Je propose que la France accorde aux immigrés le droit de vote et l'éligibilité à toutes les élections.* » (page 94) Et l'appel aux Beurs — car « *personne ne peut parler à votre place* » — à faire de la politique.

Disons-le sans faux-semblant : tout cela, qui est si décisif, à soi seul, pourrait suffire à justifier une alliance sincère, un pilier solide lui étant par là-même donné.

Mais il en est d'autres : les différents thèmes qui, aujourd'hui, constituent les axes de cette nouvelle politique qui est à inventer et que tes lettres égrennent comme autant de claires convictions, assorties, comme il se doit, d'engagements concrets.

— Le féminisme, valeur incontournable de toute recomposition d'une force nouvelle. « *Aux hommes, lettre d'un homme qui s'interroge* » : ta réflexion n'esquive pas les problèmes les plus difficiles : le travail à temps partiel, le travail domestique, la place des femmes en politique, la nécessité d'une « *conscience féministe* », autonome... « *Il importe donc que les femmes forment une conscience féministe, un peu comme la classe ouvrière a formé il y a un siècle, et doit reformer sans cesse, une*

conscience de classe. Il importe qu'elles construisent un sens de leur responsabilité sociale en se réunissant entre elles, en créant des mouvements féminins, en agissant pour elles, en émettant une parole autonome. » (page 68)

— La solidarité avec le tiers monde. Ta lettre « *A Fidel Castro* » énumère les grands problèmes sur lesquels une force progressiste doit se prononcer en toute clarté : l'indépendance de la Kanaky, le droit à l'autodétermination des dernières colonies françaises, le respect des droits de l'homme (y compris à Cuba !), le refus de tout pillage et de toute intervention impérialistes, l'annulation de la dette, le refus de l'exportation d'armes, la modification des termes de l'échange...

— La paix et le désarmement. Dans ta lettre « *A Mikhaïl Gorbatchev, sur la paix* », outre une analyse assez fouillée de l'évolution actuelle de l'URSS, tu développes un certain nombre de positions sur la perspective de la dissolution des blocs militaires, la condamnation de l'occupation soviétique de l'Afghanistan, la dénonciation vigoureuse de « *l'équilibre de la terreur* » comme forme de terrorisme — « *Mais soyons lucides et honnêtes : il reste un terrorisme majeur, qui s'affiche et prédomine comme s'il était bien fondé : c'est "l'équilibre de la terreur"*. » (page 131) — et l'appel à l'abandon de la force de frappe et de toute arme nucléaire, pour engager le débat sur « *une défense alternative* ». On ne peut qu'applaudir à des phrases comme celle-ci : « *Je ne suis pas fier que la France compte parmi les cinq ou six acheteurs de corde. Parmi les cinq ou six Etats terroristes qui tiennent l'humanité en otage. Soyons des antifanatiques : je demande l'abolition immédiate de la peine de mort par guerre nucléaire.* » (page 132)

— Le refus du chômage et le droit au travail ; si Karl Marx considérait « *la diminution radicale du temps de travail comme un objectif central du communisme* » (page 184), cet objectif est aujourd'hui crucial au regard du chômage et possible compte tenu du développement des forces productives. « *Ne s'agit-il pas plutôt de permettre à chaque individu de recomposer tout son emploi du temps, à la fois en réduisant la durée des temps contraints et en transformant qualitativement son activité dans le travail obligatoire et en dehors de celui-ci ?* » (page 184)

— La protection sociale : la « *Lettre à Coluche* » propose la juste « *révolution copernicienne* » qu'appellent ces problèmes — « *partir des besoins pour transformer tout le système* » (page 204) — et formule dans toute leur acuité les problèmes les plus dramatiques. Celui des retraites : « *Le sort des retraités*

tés doit être perçu et traité comme un problème humain, non point comme un appendice des problèmes de chômage, de profit, de "modernisation". La vraie modernité, c'est, là comme ailleurs, le souci des êtres humains. » (page 208) Celui de la pauvreté : « Mais la pauvreté augmente avec l'ampleur des mutations économiques : c'est un grand scandale, et un intolérable désordre. » (page 209) « Pourtant la pauvreté n'est pas fatale : la supprimer tout à fait, voilà un objectif absolument moderne, qu'un projet progressiste peut et doit chiffrer et dater. » (page 211)

— L'écologie. Dans ta lettre « A une patiente du professeur Testart, sur l'avenir de la vie », tu poses les problèmes éthiques et sociaux posés par certains développements de la science, les risques qu'ils représentent pour l'avenir de l'humanité, et soutient certaines propositions avancées par des scientifiques et des mouvements écologistes : un moratoire de certaines recherches, la levée du secret scientifique — « Au risque de choquer, je m'élève contre l'hermétisme courant dans les sciences, les techniques, la gestion, la politique. » (page 226) —, l'arrêt du programme nucléaire : « J'en suis venu à penser que nous devrions sans délai stopper le programme nucléaire français. » (page 229) Vaste perspective que celle qui vise à « donner une base écologique à la politique » qui est, comme tu le dis, bien autre chose « qu'une simple défense de l'environnement » et qui doit « veiller à ce qu'une politique écologique ne se paye pas par une austérité pour les moins favorisés des citoyens » (page 224).

— A propos de l'Europe, « dimension de notre avenir », tu suggères une refondation : « Le mouvement progressiste — mouvement aux larges vues — n'est-il pas à un moment de son histoire où il doit disputer la construction européenne aux partis établis, tendre à en devenir le pilote en en faisant un processus de transformation sociale ? » (page 235)

« La révolution, camarades ! »

Et tu suggères, pour l'immédiat, trois pistes d'espoir : une Europe tournée vers l'extérieur, ouverte au tiers monde et non refermée sur son égoïsme rapace ; une Europe s'engageant dans le dépassement de sa rupture Est-Ouest ; une Europe, non pas dominée par les carcans étatiques, mais traversée par « le grand air salubre de l'intervention des gens ».

On retrouve là, bien posés, tous les problèmes clés de notre époque. Les réponses que tu y apportes, que nous partageons pour la plupart, dessinent une politique en rupture radicale avec la

gestion réformiste, parce que conforme en profondeur avec les intérêts des travailleurs et de la jeunesse.

Leur défense, dans le contexte actuel, ne peut que converger pleinement avec ce que, pour notre part, nous estimions être les trois axes d'une campagne pour l'élection présidentielle : la défense intransigeante des grandes revendications ouvrières et aspirations populaires, le combat résolu pour battre la droite et le dégagement d'une perspective politique d'ensemble garantissant une alternative à la gestion gouvernementale de la gauche telle que nous l'avons connue de 1981 à 1986. Sur de telles bases, une force neuve, nettement démarquée du PS et du PCF, peut trouver une première affirmation à l'occasion de cette élection présidentielle. Et se déployer dans le combat contre la réaction et le conservatisme, parce que porteuse d'un projet de transformation sociale.

Parmi les débats de fond auxquels ton livre appelle, il en est un qu'on est tenté de prendre à bras-le-corps : la révolution en tant que perspective stratégique.

La perspective stratégique, en effet, qui doit permettre d'articuler les différents combats proposés, quelle est-elle sinon la rupture avec le système capitaliste ? Tu le dis à plusieurs reprises. « Le vrai débat entre progressistes et sociaux-démocrates ne porte pas sur la question : Faut-il, ou non, des réformes ? Des réformes, il en faut. Sur tous les terrains, toutes les réformes possibles. Mais le débat porte sur la nature de ces réformes, sur leur insertion, ou non, dans un processus de changement des rapports sociaux. Ce qui nécessite, selon des modalités qui ne seront pas instantanées, une rupture historique. Car il y a la longue durée, mais il y a aussi des accélérations comme la Révolution française. » (page 49)

Quelle est cette rupture ? Pour ce débat d'ordre stratégique, les « quelques

précédents » dont nous disposons peuvent nous inspirer des réflexions utiles.

Il est clair que cette question de la prise du pouvoir est lourdement hypothéquée par le contentieux du stalinisme ; c'est à lui que nous sommes redevables de la confusion qui a amené certains à assimiler « dictature du prolétariat » et totalitarisme. Mais n'est-ce pas risquer d'en rester emprisonné que de donner acte à la direction du PCF d'avoir bien fait d'abandonner cette notion lors du XXII^e Congrès ? N'était-ce pas, alors, pour elle, simplement jeter bas un double fardeau : celui



du bilan de l'URSS et des pays de l'Est, d'une part, celui de la contradiction entre cette référence marxiste toute théorique et une orientation politique de longue date platement réformiste ? Le coût de l'opération, léger en apparence, n'était pourtant pas nul : un nouvel écart créé par rapport aux notions stratégiques du marxisme. Ici, la nécessité pour la classe ouvrière de briser la machine d'Etat de la bourgeoisie. Celle-ci se voyait escamotée et, plus gravement, falsifiée, puisque Marchais, par son intervention, cautionnait l'idée qu'il s'agissait en effet d'une « dictature », au sens totalitaire du mot. Alors que, pour Marx, le nouvel Etat devait, d'emblée, entamer le processus de son propre dépérissement, situation devant se traduire pour l'immense majorité des citoyens par, non pas une restriction des libertés, mais leur plein épanouissement. Ne faut-il pas, à la lumière implacable des expériences du stalinisme, de la dégénérescence de divers régimes nés de révolutions ou de luttes de libération nationale, des profonds phénomènes de bureaucratisation du mouvement ouvrier, et dans la perspective du socialisme autogestionnaire, reprendre entièrement cette question de la dictature du prolétariat, pour nous indissociable d'une authentique démocratie socialiste ?

En ce sens elle relève bien d'un retour aux sources du marxisme, la réflexion que tu engages sur la nécessité d'accompagner la prise du pouvoir d'une transformation des rapports sociaux à tous les niveaux : « Depuis sa naissance, le mouvement ouvrier a surtout envisagé le problème du pouvoir central à conquérir. Mais l'expérience a prouvé que la conquête du sommet de la pyramide étatique ne suffit pas à changer la société. Il faut changer tout le système de relations qui unit au pouvoir central le grand nombre des divers pouvoirs locaux, insérés dans la vie quotidienne. Il faut faire dépérir les racines inconscientes de la domination, et parvenir à l'autogouvernement des citoyens associés. C'est aussi une vieille idée du mouvement ouvrier. » (page 252)

Certes, beaucoup reste à faire pour élaborer la stratégie révolutionnaire apte à conduire au socialisme autogestionnaire. Celle-ci devrait permettre d'une part de construire, au sein même de la société bourgeoise, l'hégémonie du prolétariat, pour reprendre la formule gramscienne. Et, d'autre part, garantir une transition qui par l'autogestion généralisée conduite au communisme, ce qui implique le dépérissement de l'Etat et la transformation de fond en comble de tous les rapports sociaux.

Mais cette stratégie, parce que révolutionnaire, ne peut ni escamoter ni

brouiller l'acte qui partage les deux moments de l'avant et de l'après-prise du pouvoir : le saut dialectique qui fait du prolétariat, classe dominée, la classe dirigeante.

De ce point de vue, il y a problème sur ton affirmation selon laquelle : « *Aujourd'hui les forces sociales existent en France pour développer les luttes qui transformeront la société. Tout leur problème est de se rassembler sur les questions de fond. Elles le peuvent d'autant mieux qu'il ne s'agit plus de remplacer la domination d'une classe par la domination d'une autre classe, mais de construire une alternative sur des objectifs communs à l'ensemble de la société, sur des valeurs universalistes.* » (pages 200-201)

Le développement des forces productives, l'élévation du niveau culturel du prolétariat moderne, l'expérience politique accumulée font que la logique autogestionnaire — celle de « *l'autogouvernement* » — doit animer le mouvement même de la classe vers le pouvoir et une autre société. « *Karl Marx, écris-tu, a situé cet autogouvernement dans la perspective lointaine de la société communiste. Il s'agit, en fait, de le construire tout au long de la transition vers une alternative. L'autogouvernement n'est un concept politique fondamental, un guide pour l'action, que s'il commence à se traduire par une pratique quotidienne, s'il fournit des moyens inédits et efficaces d'entreprendre la rupture avec le capitalisme, avec l'ensemble des rapports sociaux aliénants.* » (page 252)

Mais reste entier le problème de la prise du pouvoir dès lors qu'on considère que cet « acte » ne peut se réduire à un moment plus ou moins indifférencié d'un long et lent processus de transformation graduelle de la société et de démocratisation de l'Etat. Tu écris, à la suite du passage précédemment cité : « *Le projet progressiste devra, je pense, assumer une inévitable contradiction de fait, pour une longue période transitoire, entre un Etat (démocratisé) et le développement de la démocratie directe. La stratégie de dépassement devra, dans chaque situation, rechercher les articulations possibles entre ces deux réalités.* » (page 252) Comment ladite « *stratégie de dépassement* » prend-elle en compte ce moment-là ? Cet « *Etat (démocratisé)* » est-il l'Etat capitaliste, miné, sinon en voie de désagrégation sous la poussée des masses, ou bien l'Etat post-révolutionnaire, en cours de dépérissement ?

D'interminables décennies de domination réformiste au sein du mouvement ouvrier et une vaste entreprise de refoulement du marxisme ont considérablement brouillé ce problème. Ne s'agit-il pas de le reprendre à la racine ?

Ce qui obligerait, en particulier, à une analyse approfondie de l'Etat dans nos sociétés capitalistes développées. Vaste chantier, ce travail indispensable ! Les implications en sont pourtant immédiates. Par exemple, lorsqu'il s'agit de comprendre l'échec de la gauche au gouvernement qui, au-delà de l'impossible application de la logique keynésienne du Programme commun de gouvernement, renvoie au refus de sortir du cadre strict de la gestion de l'ordre bourgeois. Et aussi au regard des tâches, pour tout ce qui a trait à ce que tu appelles les « contre-propositions économiques ». « Des contre-propositions économiques, la recherche de nouveaux critères de gestion sont importantes. Mais elles comportent un danger économiste. Or, l'essentiel est politique : c'est l'orientation prescrite à l'économie, la place et le rôle de celle-ci dans la société. » (page 197) Danger économiste, en effet, et aussi piège d'une logique réformiste, dès lors que ses contre-propositions ne seraient plus étroitement combinées à la mobilisation et l'auto-organisation de masse, et articulées à une perspective concrète de rupture avec le capitalisme. Problème complexe qui détermine, pour une part, l'approche qu'on peut engager des questions de la formation d'une majorité porteuse d'une volonté de changement social, et d'un gouvernement apte à concrétiser celle-ci. Sur ce terrain, encore et toujours, on retrouvera le problème de l'Etat et l'impératif de sa destruction.

Signalons, entre parenthèses, que cette discussion, passionnante, n'est pas bornée aux seuls pays capitalistes. Dans des conditions tout autres, n'est-ce pas une question similaire qui se trouve aujourd'hui posée en URSS. Comme tu le dis, le « parti-Etat » s'y trouve bousculé dans ses profondeurs par un besoin irrépressible de réforme, et, t'adressant à Mikhaïl Gorbatchev, tu ajoutes fort justement : « Cette crainte d'explosion elle-même montre qu'aucun changement ne se produit si la société est inerte. Du sommet du parti-Etat vous avez donné la chiquenaude initiale, vous pilotez. Mais seule la société peut créer un changement profond. Si elle ne s'ébranle pas en majorité dans le sens souhaitable — quoi qu'il en coûte à nombre de ses membres —, votre tentative échouera. » (page 124) Toute la question est : cet ébranlement des masses, sera-ce ou non une révolution ? Problème aujourd'hui posé à l'échelle gigantesque de la société soviétique, comme il l'a été, hier, en Pologne, lorsque le mouvement social symbolisé par Solidarité était en voie de transformer l'ordre en place, avant que l'appareil stalinien ne s'y oppose de la manière qu'on sait.

Ce problème théorique et stratégique de l'Etat et de sa destruction, nous avons le temps d'en débattre. Pas besoin d'être grands clercs pour comprendre qu'il n'est pas au cœur d'une campagne présidentielle que nul ne désire transformer en forum de stratégie révolutionnaire. Mais l'impulsion que

prime, c'est d'identifier les éléments du présent qui peuvent faire avancer la société, nos vies, dans la direction que nous préférons. C'est, en d'autres termes, de dégager collectivement une volonté pour vingt, trente, cinquante ans (ce qui représente peu de temps face à l'immensité des problèmes). Non point sous l'an-



celle-ci va donner, comme nous l'espérons, devrait nous aider à l'aborder, pas confiné à quelques cercles d'intellectuels en chambre, mais lié à l'orientation politique concrète qu'il nous faut définir : cette vieille *praxis* si chère aux marxistes ! C'est d'autant plus souhaitable que la question est riche d'implications : sur l'appréciation que nous pouvons avoir du rôle ultime des partis réformistes dans la défense de l'ordre bourgeois, sur l'analyse précise des rapports de forces entre les classes et du degré des affrontements inévitables entre elles et, donc, du type d'organisation nécessaire aux travailleurs pour se préparer à ceux-ci.

Dans ta lettre « sur le besoin d'idées neuves en politique », tu expliques : « Faut-il un nouveau parti ? Participer à telle ou telle élection ? Conclure des alliances ? Et lesquelles ? Aller au gouvernement ? Et dans quelles conditions ? Ces questions pratiques sont importantes. Débattons-en au grand jour à mesure qu'elles se posent. Mais ce qui

de l'exhaustivité, comme l'impératif de ne rien oublier de ce qui constitue, selon les coutumes électorales, un programme offert aux citoyens. Mais en tant qu'orientation prospective. » (page 248)

Toutes ces questions, très franchement, ne sont pas du même ordre, et les réponses qu'elles appellent sont, selon nous, d'un degré de complexité fort différent. Mais ton livre témoigne que « la direction » dans laquelle tu t'engages, et avec toi, bien sûr, les communistes renovateurs, est la bonne. La même dans laquelle nous voulons nous-mêmes nous engager comme, espérons-le, beaucoup d'autres porteurs d'expériences différentes, et surtout beaucoup d'autres forces neuves issues des luttes, passées ou à venir. Toutes celles et tous ceux qui, lassés d'une politique sans horizon, aspirent à redonner son élan à l'espoir. Ce combat ne peut être que révolutionnaire.

La direction est la bonne. En avant, donc !

Francis Sitel

Réhabilitation pénale

Une campagne internationale

Plus de cinquante ans ont passé maintenant depuis les infâmes procès de Moscou.

Il est étonnant qu'au moment où le gouvernement soviétique s'efforce de démontrer qu'il se préoccupe des « droits de l'Homme » et proclame la nécessité de la « transparence », les accusés de ces procès, à quelques exceptions près, soient toujours considérés coupables d'avoir été des agents payés par les nazis et autres crimes.

Parmi eux, certains ont joué un rôle éminent dans la Révolution russe de 1917. La réputation de fondateurs de l'Etat soviétique comme Zinoviev, Radek, Trotski et Boukharine a été ternie et leurs noms ont été rayés des livres d'histoire. Aujourd'hui, personne ne doute que les « aveux » aux procès — la seule base de l'accusation — n'aient été entièrement faux.

Sept accusés du troisième procès, dont Krestinski, ont été réhabilités juridiquement et blanchis politiquement.

C'est le cas également pour Toukhatchevski et d'autres qui, en 1937, avaient été jugés secrètement par des tribunaux militaires. Or, les preuves contre ces hommes, reconnues aujourd'hui comme fausses,

étaient inséparables des accusations portées contre tous les autres accusés.

Bien sûr, aucun des accusés n'est encore vivant aujourd'hui. Beaucoup d'entre eux ont été exécutés immédiatement après le procès. D'autres sont morts en prison ou dans des camps de concentration. Léon Trotski, le principal accusé des trois procès, a été assassiné en exil en 1940. Mais les familles de certains accusés vivent encore en Union soviétique. Des membres de ces familles ont subi eux aussi la prison ou l'exil. Il faut rappeler que Krouchtchev avait promis de réexaminer ces cas, mais la promesse n'a pas été tenue.

Nous, soussignés, demandons au gouvernement soviétique de réexaminer le cas de toutes ces victimes de la perversion de la justice soviétique, comme il a été fait pour Krestinski. Nous sommes certains que l'innocence de tous les accusés des procès de 1936-1938 sera clairement établie. Ils doivent immédiatement être réhabilités et rétablis dans leur honneur. Leurs familles doivent être indemnisées et savoir où furent enterrées les victimes des procès.

LISTE DES SIGNATAIRES : Luis Ignacio Lula Da Silva, député, président du Parti des travailleurs (Brésil) ; Pierre Guidoni, secrétaire national du Parti socialiste (France) ; Ernest Glinne, vice-président du groupe socialiste du Parlement européen (Belgique) ; Ken Livingstone, député, membre de la direction nationale du Parti travailliste (Grande-Bretagne) ; Robert Verdier, président de la commission des questions internationales de la Ligue des droits de l'homme (France) ; Claude Bourdet, compagnon de la Libération (France) ; Ian Mikardo, député, ancien président du Parti travailliste (Grande-Bretagne) ; Jiri Hajek, Charte 77, ministre des affaires étrangères sous Dubcek (Tchécoslovaquie) ; Professeur Fernando Cardoso, député, président du groupe parlementaire du PMDB (Brésil) ; Gert Petersen, député, président du Parti socialiste populaire (Danemark) ; Erik Solheim, président de la Gauche socialiste (Norvège) ; Franco Russo, député, président du groupe parlementaire Democrazia Proletaria (Italie) ; Olivio Dutra, secrétaire général du PT (Brésil) ; Jamil Hadad, député, président du Parti socialiste (Brésil) ; Seguro Melendez, secrétaire général du MIR (Venezuela) ; Petra Kelly, député, Parti Vert (RFA) ; Peter von Oertzen, membre de la direction nationale du Parti social-démocrate (RFA) ; Eduardo Jorge, député, membre de la direction nationale du PT (Brésil) ; Florestan Fernandez, député, PT (Brésil) ; Rosario Ibarra, député, candidate à la présidence, Parti révolutionnaire des travailleurs (Mexique) ; Jair Meneguelli, président de la Centrale unique des travailleurs (CUT) (Brésil) ; Martilisen Coyas Pontes, vice-président national de la CUT (Brésil) ; Dan Gallin, secrétaire général du syndicat IFAW (Etats-Unis) ; Bala Tampoe, secrétaire général du syndicat CMIGWU (Sri-Lanka) ; Jacques Yerna, secrétaire général de la FGTB (Belgique) ; Jakob Moneta, rédacteur en chef (en retraite) du journal de l'IG Metall (RFA) ; Margarito Montes, secrétaire général du Syndicat général des ouvriers et paysans (Mexique) ; Hugo Blanco, membre du secrétariat national de la Confédération des paysans péruviens (CCP) ; Professeur Noam Chomsky (Etats-Unis) ; Professeur Laurent Schwartz (France) ; Denis Bonvallot, représentant de la CGT auprès de la FSM à Prague 1984-1987 (France) ; Elmar Altvater, économiste (RFA) ; Paul Sweezy et Harry Magdoff, rédacteurs en chef de la *Monthly Review* (Etats-Unis) ; Samir Amin, économiste (Sénégal) ; S. Stojanovic, rédacteur en chef de *Praxis* (Yougoslavie) ; Perry Anderson et Robin Blackburn, comité de rédaction de la *New Left Review* (Grande-Bretagne) ; Krishna Raj, rédacteur en chef de *Economic and Political Weekly* (Inde) ; Gilbert Wasserman, rédacteur en chef de *M* (France) ; Rathfelder, rédacteur du *Tageszeitung Berlin* (RFA) ; Van Amerongen, rédacteur en chef de *De Groene Amsterdammer* (Pays-Bas) ; Alex Grass, rédacteur en chef du *Wochenzeitung - Zurich* (Suisse) ; Koen Raes, rédacteur en chef du *Vlaams Marxistisch Tijdschrift* (Belgique) ; Dr Annette Rubinstein *, membre du comité de rédaction de *Science et société* (Etats-Unis) ; John Boyd, ancien rédacteur en chef du *Weekly Tribune* (Canada) ; Alain Amicabile, ancien membre du CC du PCF (France) ; Jakob Gorender, ancien membre du CC du PCB (Brésil) ; Luis Zamora, candidat présidentiel MAS (Argentine) ; Lev Kopelev, écrivain (URSS) ; N. Petrov, écrivain (URSS) ; Vldy Chibalchich, peintre (URSS) ; Esteban Volkov (URSS Mexique).

DEPUTES : Ademir Andrade (Brésil) ; Keld Albrechtsen (Danemark) ; Clara Ant (Brésil) ; Ria Beckers (Hollande) ; Sydney Bidwell (GB) ; José Paulo Bisol (Brésil) ; Trygve Bull (ancien D) (Norvège) ; Mario Campana (Italie) ; Luigi Cifrani (Italie) ; Joao Carlos Cocer (Brésil) ; Jeremy Corbyn (GB) ; Paul Boateng (GB) ; Benedita Da Silva (Brésil) ; José Luis Diaz Moll (Mexique) ; Freimut Dive, Thomas Eberman (RFA) ; Otavio Elisio, Luiza Erundina, Francisco Ferramenta, José Fortunatti (Brésil) ; Alberto Franceschi (ancien D) (Venezuela) ; Raul Messias Franco (Brésil) ; Berge Furre (ancien D) (Norvège) ; Mildred Gordon (GB) ; Roberto Gouveia (Brésil) ; Bianca Guidetti Serra (Italie) ; Virgilio Guimaraes, Luis Gushiken, Selvino Heck (Brésil) ; Eric Heffer (GB) ; Anne Grete Holmsgard (Danemark) ; Eduardo Jorge (Brésil) ; Peter Lankhorst (Hollande) ; Helmut Lippelt (RFA) ; Eddy Loyden (GB) ; Lysaneas Maciel, José Mauricio, Nilmaria Miranda (Brésil) ; Moises Moleiro (Venezuela) ; Cy Conick (ancien D) (Canada) ; Ricardo Napuri (ancien D) (Pérou) ; José Genuino Neto (Brésil) ; Stan Newens (GB) ; E. Bruul Olesen (Danemark) ; Mario Onaindia (Etat espagnol) ; Paulo Renato Paim (Brésil) ; Ricardo Pascoe (Mexique) ; Vladimir Palmeira (Brésil) ; Pedro Penailosa, Rosalia Peredo (Mexique) ; Peter Pilz (Autriche) ; Uldorico Pinto (Brésil) ; Guido Pollice (Italie) ; Raul Pont, Paulo Ramos (Brésil) ; Edo Ronchi (Italie) ; David Rousset (ancien D) (France) ; Luis Salomao, Plinio de Arruda Sampaio (Brésil) ; Secundo Serrano (Equateur) ; Joze Smolle (Autriche) ; Manfred Srb (Autriche) ; Sandra Starling (Brésil) ; Gianni Tamino (Italie) ; Cristina Tavares (Brésil) ; Steen Tinning (Danemark) ; J. Ulburghs (Belgique) ; Najah Wakim (Liban) ; Frank Vandenbroecke (Belgique) ; Bran Van Der Lek, Andrée Van Es (Hollande) ; Marijke Van Hemeldonck (Belgique) ; Joao Paulo Vasconcelos (Brésil) ; Karsten Voigt (RFA) ; Andreas Wahl (Autriche) ; De Wasseige (Belgique) ; David Winnick (GB) ; Frieder Wolf (RFA) ; Jean Ziegler (ancien D) (Suisse).

AUTRES SIGNATAIRES : Manuel Aguilar Mora (Mexique) ; Tariq Ali (GB) ; César Alvarez (Brésil) ; J. Bendien (Nouvelle-Zélande) ; Wolf Bierman (RDA) ; Hans Blumenfeld (Canada) ; Prof. H. Brakemeier, Peter Brandt (RFA) ; Fenner Brockway (GB) ; Varda Burstyn (Canada) ; Nora Cipone (Argentine) ; Kamel Dagher (Liban) ; Eugenio Del Rio (Etat Espagnol) ; Prof. Maghanad Desai (Inde Grande-Bretagne) ; Guy Delsore (Belgique) ; Eric Corijn (Belgique) ; Tamara Deutscher ; Theun De Vries (Hollande) ; Prof. Z. Djudjic (Yougoslavie) ; Silvia Diaz (Argentine) ; Jiri Dienstbier (Tchécoslovaquie) ; Ross Dowson (Canada) ; Ernst Federn (Autriche) ; Magda Flores, Paulo Cesar Fungli (Brésil) ; Adolfo Gilly (Mexique) ; Prof. Z. Golubovic (Yougoslavie) ; Ernesto Gonzales (Argentine) ; Prof. G. Gürsoy (Turquie) ; Mohamed Harbi (Algérie) ; Huda Hawa (Liban) ; Clovis Ilgenfritz (Brésil) ; Tom Kemp (Grande-Bretagne) ; Göte Kilden (Suède) ; Joost Kirz (Hollande) ; L. Kohout (Tchécoslovaquie) ; Alain Krivine (France) ; Prof. Georges Labica (France) ; Joanne Landy (Etats-Unis) ; Michaël Löwy (France) ; Joao Machado, Tomas Matta Machado (Brésil) ; Ernest Mandel (Belgique) ; Elias Khoury (Liban) ; Youssef Abdelke (Syrie) ; Prof. M. Markovic, Prof. D. Miconovic (Yougoslavie) ; François Moreau (Canada) ; Prof. A. Moscato (Italie) ; Pierre Naville (France) ; Prof. W.D. Narr (RFA) ; Susana Ounei-Small (Nouvelle-Calédonie) ; Leo Panich (Canada) ; Marcello Parilli (Argentine) ; Brian Pearce (Grande-Bretagne) ; Norman Penner (Canada) ; Gilles Perault (France) ; Mauricio Faria Pinto (Brésil) ; Paul Piessse (Nouvelle-Zélande) ; Michel Raptis (Grèce) ; Sergio Rodriguez (Mexique) ; Miguel Romero (Etat Espagnol) ; Clayton Ruby (Canada) ; J. Sabata (Tchécoslovaquie) ; Prof. N. Satlan (Turquie) ; Prof. Savran (Turquie) ; Ralph Schoenman (Etats-Unis) ; Ronald Segal (Afrique du Sud GB) ; Louis Sinclair (GB) ; Lotfallah Soliman (Egypte) ; Joaquim Soriano (Brésil) ; Cyril Smith (GB) ; William Sutherland (Fidji) ; Prof. L. Tadic (Yougoslavie) ; Cristina Tavares (Brésil) ; Petr Uhl (Tchécoslovaquie) ; Lea Tsemel (Israël) ; Charles Van Gelderen (GB) ; Jean Van Lierde ; Adao Villaverde (Brésil) ; Michel Warszawski (Israël) ; Barry Weisleder (Canada) ; Prof. Susan Weisman (Etats-Unis) ; Prof. W.E. Wilmot (Nouvelle-Zélande) ; Milton Wolpin (Etats-Unis) ; Hocine Zahouane (Algérie).

(*) Les personnes dont les signatures suivent se sont associées à l'appel tout en ayant fait circuler aux Etats-Unis un autre appel rédigé dans des termes un peu différents, soulignant notamment : « Nous, soussignés des Etats-Unis, qui sommes opposants à la guerre froide et à la politique anti-communiste du gouvernement américain, appelons le gouvernement soviétique à blanchir et réhabiliter les victimes des procès de Moscou ».

Annette T. Rubinstein ; Prof. Louis Menashe ; Prof. Paul Siegel ; Prof. Michael Goldfield ; Maître Michael Smith ; Prof. Morris Slavin ; Dan Georgakas, écrivain ; Prof. David Herreshoff.

Les personnes désireuses de soutenir cette campagne par leur signature et leur contribution financière peuvent s'adresser à Michaël Loewy, 34, rue des Lyonnais, 75005 Paris.

Octobre 17 - octobre 87

Histoire et « perestroïka »

Francis SITEL

« Le passé n'est pas un problème à part, un problème parmi d'autres. Si on l'évacue, il n'y a pas de prise de conscience du présent. »

Recteur de l'Institut des archives historiques

GORBATCHEV s'était engagé à répondre, dans son discours pour le soixante-dixième anniversaire de la révolution d'Octobre, à la question de « rendre leur honneur et leur place dans l'histoire aux membres du premier comité central de Lénine, qui ont pratiquement tous disparu pendant la période stalinienne¹ ». La réponse est venue. Malgré des rumeurs insistantes de « réhabilitation », Trotsky est renvoyé à l'enfer antiléniniste, l'image de Boukharine n'est qu'à demi-correctée... Et Staline n'est pas déboulonné ! Bien que reconnu coupable de « culte de la personnalité » — qui n'était pas « inévitable » —, des « répressions », de « l'arbitraire », il est salué comme ayant su faire « triompher le léninisme » (*sic*) face au trotskysme. On lui serait redevable des efforts d'industrialisation et de guerre. C'est réaffirmer la vieille ligne de partage, indélébile, entre le stalinisme et le combat révolutionnaire, et donc antibureaucratique, de Trotsky.

Les rumeurs sont, pour l'heure, démenties, et la transparence, dans ce domaine, a trouvé ses limites. Le constater n'est pas minimiser ce qui est aujourd'hui à l'œuvre en URSS. N'est-il pas décisif que ces rumeurs aient existé, témoignages d'un grand débat qui s'ouvre au sein de la société soviétique sur son propre passé ? Pour paraphraser Michel Tatu — « *Disons, pour simplifier, que le système soviétique doit changer et qu'en même temps il ne peut pas*

*changer*². » —, on pourrait dire que le peuple soviétique doit se réapproprié son histoire et qu'en même temps il ne le peut pas.

Mais ce qui apparaît être, concernant le « système », une contradiction indépassable, ne l'est pas au regard de l'Histoire. La vérité existe, d'une évidence telle que seuls la falsification la plus grossière et le crime ont pu l'obscurcir. La bureaucratie, ou plutôt une part d'elle, sait qu'il faut engager une réforme en profondeur, sous peine d'enlisement et de menace d'explosion. Elle s'efforce de maîtriser cette dynamique aux conséquences imprévisibles. Dans ce contexte, la libéralisation idéologique est nécessaire. Voire souhaitée. A condition d'être, elle aussi, contrôlée ; en particulier dans ce domaine historique ultra-sensible.

Parions que Gorbatchev, qui déjà dénonce bruyamment les « forces conservatrices », échouera si ne fait pas irruption un mouvement venu du bas, et qui fasse éclater les carcans que lui-même prétend lui imposer. Certes, les travailleurs et la jeunesse soviétiques ont des soucis plus prégnants que ceux de la vérité historique. Mais si ce soulèvement se produit, il obligera à une totale transparence. Une nouvel élan de la révolution redonnerait alors tout son éclat à Octobre 17.

Ce qui fait que ce soixante-dixième anniversaire déborde déjà des rites. Lénine, Trotsky, Boukharine, Staline... Autant de noms qui reviennent à la pleine lumière de l'actualité et invitent à une vaste remise au travail !

Pas question d'économiser notre peine, ni de boudier notre contentement...

1. cf. *Rouge* n° 1277.

2. in le *Monde* du 3 novembre 1987.

Vous avez dit : « Réhabiliter Trotsky » ?

Michel LEQUENNE

LA question « Gorbatchev va-t-il réhabiliter Trotsky ? » est naïve. Elle suppose, chez le nouveau Premier de la bureaucratie et les forces dont il est la tête, une volonté réelle de revenir à la pure transparence de l'histoire et, donc, suppose une conception de la bureaucratie soviétique comme corps plastique, non sclérosé, non régi par des intérêts spécifiques précis et analysables, ce qui est particulièrement étonnant quand c'est le fait de personnes qui se prétendent marxistes et qui, à ce titre, se devraient de raisonner en termes de contradictions sociales.

Des questions prospectives pertinentes ne sont possibles que si elles reposent sur une compréhension en profondeur du phénomène en cours. Et celle-ci exige de partir d'une analyse soignée du contenu et du cadre de ce qui est fait par l'équipe Gorbatchev.

Après plus de deux ans et demi de pouvoir, tout le monde est d'accord sur le fait que la politique de Gorbatchev part de la nécessité de lever les blocages économiques — donc sociaux — de la société soviétique. Sa politique étrangère et sa « révolution culturelle » sont les leviers d'un tel déblocage.

La réforme économique « technocratique » qu'il propose exige surtout des sacrifices de la part de la classe ouvrière menacée de la perte du plein emploi, de l'augmentation du rythme du travail pour atteindre une plus grande productivité, et de hausses de prix non compensées par des augmentations salariales. « *M. Gorbatchev a laissé entendre, peut-on lire dans le Monde du 14 octobre, que la compensation aux prochaines augmentations de prix à la consommation devrait être politique plutôt que salariale.* »

A ses réformes politiques — et juridiques — compensatoires, on doit ajouter les novations idéologiques. Mais la nécessité d'y recourir et l'explication de leur efficacité supposée ne semble pas aussi évidentes ; leur hardiesse, surtout,

n'est-elle pas de celles qui risquent d'être incontrôlables ?

Le fameux adage « On ne peut tromper tout le monde tout le temps » prend sa valeur maximum en URSS. Jamais mensonge officiel sur l'histoire a été aussi énorme que celui qu'a fabriqué le stalinisme, puisqu'il s'agit d'une inversion quasi absolue de toutes les valeurs. A ce niveau, et sur plus d'un demi-siècle, personne ne peut plus accepter comme horizon ce mur-gratte-ciel du mythe historique que lézardent et la mémoire et ses propres contradictions. Mais, derrière le mur, qu'y a-t-il ?

Les variations infinies de la reconstruction mentale peuvent, à la longue, devenir plus dangereuses qu'un certain écrêtement du mur. Tant que les choses ne vont pas trop mal, on ne cherche guère les causes lointaines du présent. Du moins, ceux qui s'en préoccupent restent-ils isolés. Mais voilà ! Les choses ne vont pas bien. Et plus que la déception des vieux qui ne voient toujours pas venir la progression régulière promise et attendue en échange de leurs sacrifices, l'exigence des plus jeunes est dangereuse pour le pouvoir d'aujourd'hui.

Ces jeunes, qui n'ont pas connu la terreur, subissent de plus en plus impatiemment la corruption, l'incurie, les privilèges, l'inégalité scandaleuse, la suffisance et le cynisme de la bureaucratie. Tout cela impuni, intouchable.

Et, paradoxe, par opposition à ce présent, des mécontents tendent à valoriser le passé en s'accrochant à des fragments du mythe : ce Staline mystérieux, n'était-ce pas précisément aux corrompus, aux privilégiés incapables, aux bureaucrates qu'il s'en prenait ; avec brutalité certes, voire sauvagerie, mais en des temps qui étaient eux aussi impitoyables. N'était-il pas celui qui abaissait ceux qui s'étaient élevés et élevait ceux d'en bas ?

Redoutables séquelles du mythe, utilisables aussi par les bureaucrates

« conservateurs », attachés au statu quo — y compris ces acquis de fait favorables aux travailleurs — et qui se contentent de dénoncer les excès et fautes du passé malgré tout héroïque et globalement positif.

Ceci, sans parler de l'opposition à cette histoire mystifiée d'une autre mystification ; celle du passé tsariste, national, dont les héros sont purs.

Gorbatchev a donc un double besoin de réviser la révision de l'histoire ; valoriser le présent par rapport au repoussoir de la grande terreur des années trente et, du même coup, briser le garant historique de ses adversaires conservateurs, en se rattachant à la seule tradition léninienne de la révolution.

A la différence de Khrouchtchev, Gorbatchev appartient à la première génération de bureaucrates sans responsabilité directe dans les cours de terreur qui n'ont cessé qu'avec la disparition de Staline. Seule sa génération peut se dédouaner d'un seul coup de ce passé sinistre en le reniant totalement et, par contre coup, frapper ceux qui continuent à s'en revendiquer.

Mais penser que le pont ainsi jeté par-dessus les années trente suffit à raccorder le présent au léninisme, c'est croire que la roue de l'histoire peut tourner en arrière, que la sélection et la formation bureaucratiques sont des phénomènes superficiels, autoréformables.

La base essentielle de la réforme gorbatchévienne révèle le fond des choses : le mot autogestion n'y renvoie qu'à un projet de co-gestion. Sur ce plan, Gorbatchev ne va pas aussi loin que Tito en 1948-1950. Le plan idéologique reste au même niveau.

Les productions littéraires qui marquent le nouveau cours dessinent précisément le cadre qui n'est pas et ne saurait être dépassé, révélant d'ailleurs ainsi qu'elles sont téléguidées. Même quand ce sont des crimes entraînant des millions de morts qui sont dénoncés — par exemple le génocide paysan de la « dékoulakisation » — ils ne le sont pas comme contre-révolution, mais, en somme, comme des déviations de la révolution. C'est que, si la bureaucratie peut, à la limite, renier les actes de ses pères, elle ne peut pas les expliquer par les causes qui... l'ont tellement engendrée, sous peine de se voir remise en question.

Sans principe de causalité, l'histoire n'est que chronique d'événements. A l'ampleur des crimes contre l'humanité des années trente à cinquante, il faut une cause proportionnée. La plus simple — simpliste — c'est celle dont Soljénitsyne s'est fait, en exil, le plus haut porte-voix, et le bureaucrate renégat



« Humanité » du 28 janvier 1937.

Voslensky le théoricien le plus qualifié ; c'est la révolution — d'essence occidentale et antichrétienne — le bolchevisme, d'où vient tout le mal. A l'encontre d'une telle « explication », on ne peut opposer avec plus de force que celle de Trotsky : celle des conditions de la dégénérescence de la révolution jusqu'à son inversion en contre-révolution.

Entre les deux, la marge est fort étroite. L'explication khrouchtchévienne du « culte de la personnalité » de Staline, donc de la responsabilité sinon d'un seul homme, ou du moins d'un groupe d'individus, réduit la cause d'événements des plus formidables à quelque chose qui ressemble au fameux « nez de Cléopâtre » de l'histoire la plus primitive.

La gageure à laquelle Gorbatchev est acculé, c'est de trouver une version non grossière, mais sophistiquée de cette explication.

Et c'est à cela que s'est attelé un de ses porte-parole littéraires le dramaturge Mikhaïl Chatrov, dans la pièce *la Paix à Brest-Litovsk*, qui doit être jouée très prochainement en URSS¹. Que montre-t-elle, cette pièce ? Un Lénine, non plus chef infaillible au-dessus de l'histoire, mais un humain, capable d'avouer : « Je ne suis pas de fer » (coup d'œil en direction de Staline, l'homme d'acier), mais toutefois trouvant seul une voie juste, et hors normes, dans la situation la plus difficile de la révolution. Seul ? Pas tout à fait. Appuyé par

Sverdlov, ici seul personnage sans ombre (il a eu la « chance » de mourir avant la prise du pouvoir par Staline). Appuyé aussi par Staline lui-même, inconditionnel, certes, mais qui lui dit : « Je crois en vous » ; ce à quoi Lénine répond : « Je refuse que vous croyiez en moi. Je veux que vous me compreniez. », ce que Inès Armand traduit plus loin : « Staline, qui n'est avec vous que parce que vous êtes ce que vous êtes. » Appuyé enfin, dans ce cas, par Zinoviev, dont la même Inès Armand rappelle qu'« au seul mot d'insurrection (il) tombe dans les pommes. »

Et tous les autres ? Des traîtres ? Pas du tout ! Mais des hommes, dont, ici, les défauts l'emportent sur les qualités : Boukharine, jeune (on laisse à Trotsky le soin de préciser : « On peut être intelligent et faire des bêtises, surtout quand on est jeune », un impulsif, idéaliste, moraliste abstrait qui substitue ses désirs — de révolution en Allemagne — aux tristes réalités immédiates, enfin un homme qui reflète l'impressionnisme des ouvriers encore gonflés de la victoire d'Octobre et qui ne voient pas les difficultés qui s'accumulent ; qui veut la guerre révolutionnaire sans tenir compte que les moyens en manquent. Dzerjinski qui sous-estime la nécessaire alliance du prolétariat et de la paysannerie. Kollontaï, Inès Armand qui condamnent la temporisation, le recul nécessaire, en opposant le Lénine du moment à la rigueur radicale du Lénine

d'avant la Révolution. Enfin Trotsky ! On peut parier que la pièce dessine de lui le portrait que le peuple soviétique est appelé à prendre désormais comme le bon.

Le fait historique de la majorité du comité central se prononçant finalement sur la position de Trotsky de « ni guerre ni paix », son alliance qui s'en-sui-vit avec Lénine, plus question de les cacher ; il s'agit de les interpréter. Ce sera Lénine traitant avec Trotsky, contre mauvaise fortune bon cœur. Il doit se satisfaire de sa parole bien que « son passé ne plaide pas en sa faveur. » C'est en somme un compagnon de route douteux, qu'un hasard de l'histoire oblige à utiliser pour un compromis à un moment où la majorité du comité central perd les pédales. Dans l'accord, Trotsky ne prend d'ailleurs pas de risque. Il veut savoir qui portera la responsabilité si cela tourne mal. Et Lénine de répondre : « *Je la prends entièrement sur moi.* »

Mais, au fond, la tactique proposée par Trotsky était de l'aventurisme, où il s'est engagé sur la base psychologique de sa suffisance — sa vanité se saoulant de mots. Quant à la base politique de sa position, c'est le choix de l'hypothétique révolution en Europe occidentale et en Amérique (!) sur la réelle révolution russe encore vagissante.

Voilà finement indiqué le fond du problème : le problème de la « révolution permanente » opposée au « socialisme dans un seul pays » de... Lénine, que l'on voit déclarer tout de go : « *A votre avis, nous sommes incapables de réussir seuls, n'est-ce pas ! Nous en discutons déjà avant Octobre. Or, moi, je prétends que non seulement nous pouvons entreprendre la construction du socialisme en Russie, mais que nous pouvons la réussir, à condition de bien définir les objectifs, les méthodes et les moyens. Tout est là.* »

Tout est là, en effet, et le tour est joué. Cette pièce si visiblement inspirée donne de l'histoire la version du premier stalinisme : celui de 1924-1928.

En ce qui concerne Trotsky : ce ne fut jamais un bolchevik. Bien plus, cet individualiste était redoutable, non seulement par ses improvisations aventuristes mais surtout par ses rêveries d'intellectuel cosmopolite, étranger au peuple russe.

Il n'y a plus de quoi condamner un homme à mort, mais pas de quoi non plus le réhabiliter. D'autant que le reste de son histoire n'a pas beaucoup d'intérêt. Le moment de la pièce est judicieusement choisi. C'est le seul où il met Lénine en minorité, et dans une affaire où aucune voie n'allait de soi. Et l'armée rouge ? Chatrov ne l'a pas oubliée. Lénine dit à Sverdlov : « *Il est urgent de*

créer une armée. L'armée rouge. Préparez donc un décret ». En somme, Trotsky n'aura plus qu'à être le simple exécutant de ce décret. Et plus tard encore, expulsé d'URSS où il n'avait à opposer à Staline que sa « révolution permanente » dont on nous a montré qu'elle était à la fois idéaliste et non russe, il ne fera pas ainsi partie des victimes de la grande terreur. Son cas devient un non-problème.

La seule différence entre ce ravale-ment historique et son édification des années vingt, c'est que Staline est maintenant renvoyé dos à dos avec Trotsky. La pièce souligne l'inculture de l'ex-séminariste géorgien, son incompréhension et sa sous-estimation de la révolution mondiale (l'inverse exact de Trotsky), sa brutalité, sa ruse et même sa manière de mettre ses pairs en situation humiliante (il fait marcher Boukharine sur les mains ; clin d'œil en direction de Khrouchtchev qui raconta que Staline le faisait danser à la fin de leurs orgies du Kremlin). Ce Boukharine, précisément, dont une autre pièce, de Fédor Boulralsky, autre porte-parole littéraire de Gorbatchev² met en évidence les idées gradualistes de socialisation opposées à la collectivisation forcée de Staline.

Boukharine, l'ex « enfant chéri du parti », condamné comme complice de Trotsky dans le projet de renversement du pouvoir soviétique et de démantèlement de l'URSS au profit des puissances fascistes, lui peut être réhabilité parce que, contre Staline, il fut, dans la réalité, l'homme de la poursuite de la NEP dont le souvenir, embelli, est pour Gorbatchev comme un précédent de son cours de réforme.

La pièce de Chatrov montre que Lénine n'avait pas de successeurs à sa taille, et que les oppositions de ceux-ci ne pouvaient qu'aboutir aux pires gâchis. Mais, dans ces luttes, ceux qui restèrent sur la scène russe ne sont pas, eux, renvoyés dos à dos. Boukharine était l'Abel et Staline le Caïn de l'Adam de la Révolution. C'est celui-là, et les médiocres aussi, qu'il s'agit de réhabiliter en révisant les procès de Moscou de 1936 à 1938.

Mais, nous dira-t-on, est-il possible d'écrêter seulement le mur de la falsification ? A quelle brique s'arrêter ? La vérité se divise mal. Si les documents ressortent, si les bouches s'ouvrent, pourra-t-on limiter le mouvement ?

Trotsky (et Léon Sédov, son fils, et le mouvement trotskyste de la IV^e Internationale) était le grand accusé absent des procès de Moscou. Peut-on réviser ces procès sans laver aussi le « condamné par contumace » de ses crimes imaginaires ?

Il n'est pas niable qu'en s'engageant dans sa révision de la révision de l'histoire, Gorbatchev prend des risques. Déjà, des « incontrôlés » vont plus loin que ne le voudrait le plan de *glasnost* idéologique, et c'est ce qui explique les contre-feux et les protestations des « conservateurs ».

Ce que l'on ne sait pas, c'est le degré de solidité des assises politiques et sociales de Gorbatchev.

Ce qui est certain, en revanche, c'est que, jamais, depuis la période de 1953 à 1964, la lutte n'a été aussi violente au sein de la *Nomenklatura*, et surtout dans ses sommets. Dans de tels cas, la possibilité du choix des armes est très relatif. Pour faire bouger l'énorme et pesante machine, il faut mettre en œuvre des forces considérables. C'est là ce qui a mis Gorbatchev dans l'obligation d'être hardi et donc de prendre des risques. Risques, sur deux fronts : sur l'un, risque d'être écrasé, comme le fut Khrouchtchev, par l'énorme machine bureaucratique dont il sape l'une des bases ; sur l'autre, d'être remis en question ainsi que tout le système par la remise en marche révolutionnaire de la société soviétique, ce géant endormi.

La voie de la réforme gorbatchévienne est aussi étroite que l'interprétation historique qui l'orchestre. Et c'est sur cette voie que se dresse le spectre de Trotsky, qui ne peut que faire trébucher le meilleur des bureaucrates.

Trotsky n'est donc pas réhabilitable. CQFD.

Michel Lequenne

1. Le premier acte de la pièce est paru dans le numéro spécial des *Temps modernes* de juillet-août-septembre 1987. « L'URSS en transparence ». Elle est parue dans *Novy Mir* en avril dernier. Mikhaïl Chatrov a aussi écrit, entre autres pièces sur des thèmes historiques, *la Dictature de la conscience*, procès imaginaire fait à Lénine, mais qui vise en réalité Staline et le stalinisme. Cette pièce, jouée à Moscou, y fait sensation.

2. Cité par Ernest Mandel, dans son article « Glasnost dans l'histoire ? Débat sur les réhabilitations », in *Inprecor*, n° 251, du 19 octobre. La pièce est parue dans la *Literaturnaïa gazeta* du 22 juillet 1987.

La grande question du « grand tournant »

Michel ROVERE

AU moment où Moscou commémore le soixante-dixième anniversaire d'Octobre, il est symptomatique que ressurgissent dans les organes de presse et parmi les milieux historiens soviétiques les questions clés sur le stalinisme. Plus précisément, sur son avènement et sa consolidation au tournant de la fin des années vingt et du début des années trente.

La publication en français du livre de Moshe Lewin est un jalon important dans la connaissance que nous pouvons avoir des bouleversements d'où devait émerger la toute puissance du système bureaucratique.

Marxiste de formation, spécialiste du monde agricole soviétique auquel il a consacré une thèse devenue un classique de la question, Moshe Lewin renouvelle assez profondément les méthodes d'approche qui ont fait l'essentiel de l'historiographie de langue française consacrée à l'URSS du « grand tournant ». Une historiographie plus souvent attachée à enfile les perles des faits et des événements sur une trame idéologique prédéfinie qu'à chercher les racines sociales profondes du phénomène (la palme de la caricature revenant à Charles Bettelheim et au charme caméléonesque de ses *Luttes de classes en URSS*).

Une partie des essais et des communications publiées par Moshe Lewin traite aussi des phénomènes de longue durée dans les comportements sociaux d'une paysannerie qui constitue alors l'essentiel de la population de l'URSS. Ses études sur le fait religieux dans les campagnes ou la question du droit coutumier éclairent de façon inusitée le contexte du village soviétique entre la NEP et la collectivisation. Ces textes, comme l'ouvrage de Nicolas Werth publié en 1984 (*la Vie quotidienne des paysans russes de la Révolution à la collectivisation*, chez Hachette), permettent de mieux appréhender la réalité

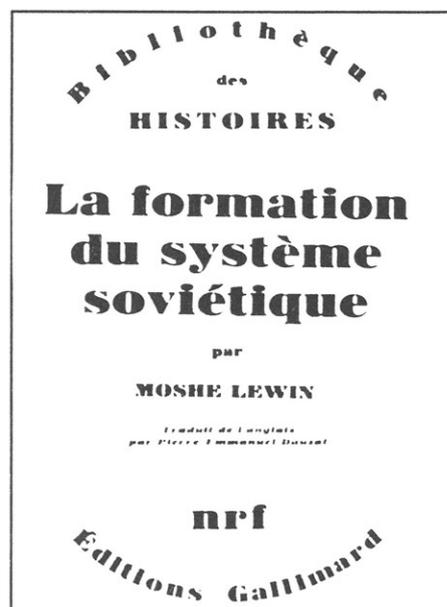
sociale du monde agricole soviétique. On peut seulement regretter ou espérer que Moshe Lewin aborde un jour de ce point de vue l'étude du sentiment nationaliste « grand russe » qui fut aussi l'un des fleurons fonctionnels du système politique stalinien.

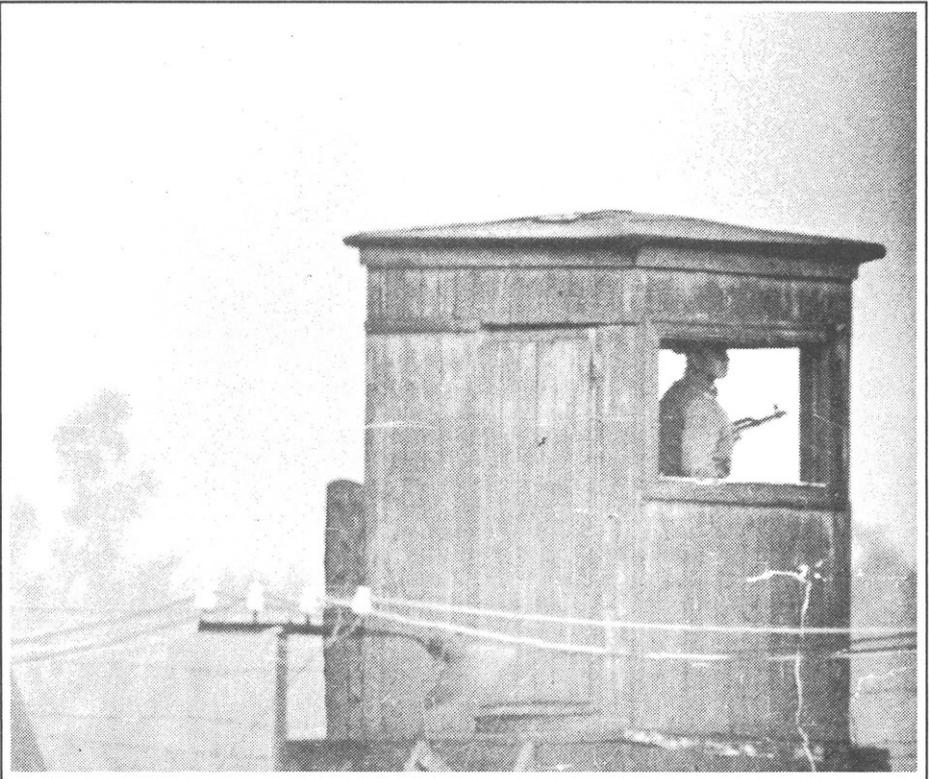
Grand tournant ou grande cassure ?

Le cœur du livre aborde la question de la collectivisation. Là encore, toute la qualité du travail intellectuel de Moshe Lewin apparaît dans la méthode d'aller-retour qu'il opère en permanence entre l'histoire des aléas de la politique agricole officielle et sa mise en œuvre dans la réalité sociale des campagnes. Il montre ainsi la distance qui existait entre les diverses crises des céréales et la prétendue puissance des koulaks (*cf.* les articles « Qui était le koulak soviétique ? » ou « L'arrière plan de la collectivisation soviétique »). Cette confusion de perspective fut, on le sait, aussi opérée, bien qu'à une tout autre mesure, par l'opposition de gauche avant son écrasement. Il montre également comment une politique coercitive dans les campagnes, à plus forte raison centrée sur la mobilisation des villes et des appareils répressifs de l'Etat central contre la paysannerie, auto-alimente le caractère policier-administratif du système des kolkhozes et sovkhoses.

La classe ouvrière absente au rendez-vous ?

Les passages qu'il consacre au cercle vicieux (collecte, baisse de la production, montée de la répression, hausse des collectes, etc.) sont particu-





Camp de travail de Riga.

lièrement éclairants sur l'explication du désastre agricole dont l'URSS n'est toujours pas relevée, et surtout sur la montée en puissance et la généralisation des méthodes coercitives de masse sur lesquelles le stalinisme devait prospérer.

Il existe un décalage réel entre ce que furent les réactions politiques et sociales de la classe ouvrière soviétique au début des années trente, réactions somme toute assez faibles (et surtout dispersées, atomisées, isolées), et la montée du stalinisme comme système global reposant non seulement sur l'expropriation politique du prolétariat, mais aussi sur l'accentuation de ses formes d'oppression et d'exploitation.

C'est de cette réalité que se nourrissent tous les courants qui ne voient dans le stalinisme qu'un avatar un tout petit peu plus sanglant du léninisme, ou, au-delà de ses « désordres » et de ses excès, qu'une expression immanente de la nécessité historique.

Là encore, Moshe Lewin, sans occulter ce que furent les faiblesses du léninisme (par exemple l'absence de politique de rechange après l'échec du contrôle ouvrier dans les usines, la sous-estimation des causes de la bureaucratiation à l'œuvre dans le parti et les soviets mêmes), n'hésite pas à prendre à rebrousse-poil certaines méthodes intellectuelles qui font florès en France. (Est-ce pour cela que l'accueil de ce livre a été si discret ?) A diverses reprises, il montre les effets directs d'une politique, celle du groupe stalinien, qui ne se réduit pas à accentuer l'isole-

ment international de l'URSS par sa politique en Chine ou en Allemagne, mais qui, par ses choix concrets, provoqua les catastrophes successives.

L'émergence, puis la victoire et la consolidation de cette fraction ne s'expliquent pas à elles seules par l'utilisation de la coercition dans tous les domaines — de la collectivisation à l'épuration sanglante du Parti bolchevique. Elle ne s'explique pas non plus seulement par les appuis sociaux dont elle disposait et qu'elle a toujours su préserver ou reconstituer même aux pires moments de la terreur. La trajectoire contre-révolutionnaire du stalinisme renvoie non seulement à l'arriération de la société soviétique (ce qui n'est pas une découverte pour ceux qui se réclament du combat de Trotsky et de l'Opposition de gauche), mais aussi aux modalités pratiques et sociales de cette arriération.

Nous ne pouvons qu'être d'accord avec Moshe Lewin quand il souligne que les effets pervers de la guerre civile ne sont pas seulement quantitatifs, dans la baisse de la production industrielle et agricole, mais d'abord sociaux. En 1920, Moscou avait perdu la moitié de la population d'avant-guerre, Léninegrad les deux tiers. La classe ouvrière perdait la moitié de ses effectifs absorbés dans l'appareil d'Etat et l'Armée rouge. Ce fut la première « ruralisation » de la ville et du prolétariat soviétique.

Encore pouvait-on dire qu'elle était le fruit de la nécessité. Mais l'un des effets les plus pervers, sous couvert de

« collectivisation » et de développement industriel à outrance de la politique stalinienne des années trente, fut de renouveler à une échelle plus gigantesque encore la ruralisation des villes et du prolétariat. En y injectant massivement, en cinq ans, dix-sept millions de paysans arrachés à leur terre, et qui arrivaient dans les usines non seulement avec sur leurs épaules le poids de leurs traditions historico-culturelles (voir comment le mythe du « Petit Père des peuples » se répandit dans la classe ouvrière), mais au terme d'un processus de déracinement (au sens littéral) social sans précédent.

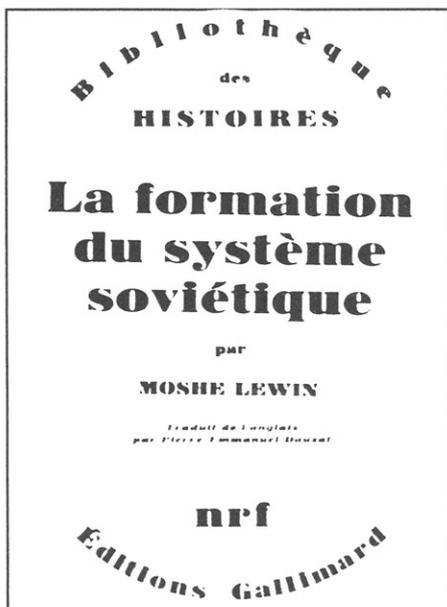
A l'autre extrémité du champ social, des modalités d'intégration-corrup-tion furent préservées, permettant aux éléments les plus qualifiés de la classe

ouvrière ou de la jeunesse d'assurer leur ascension sociale, soit par le biais de la hiérarchie industrielle, soit par le biais du parti et de l'Etat (Medvedev ou Rigby ont souligné comment, à chaque phase d'épuration dans le PCUS, le groupe stalinien joua la base ou la cohorte des nouveaux venus contre les échelons intermédiaires ou supérieurs de la bureaucratie). Ce système de noria perdura jusqu'à ces dernières années, même si la proportion d'ouvriers dans les rangs du PCUS n'a cessé de décroître depuis le début des années trente.

C'est une réalité incontournable pour quiconque prétend analyser sérieusement, au-delà des formes d'exploitation et d'oppression, la réalité socio-économique du système stalinien.

Michel Rovère





La fin de l'énigme ?

François DIETRICH

L'ombre de Staline pèse encore lourdement sur le mouvement ouvrier et socialiste. Certes l'époque du stalinisme proprement dit est terminée en URSS, et le mouvement politique stalinien international a éclaté comme une nova. Mais pour qu'une nouvelle force socialiste et révolutionnaire émerge à la gauche de la social-démocratie et de la nébuleuse des partis communistes en voie d'extinction, il lui faudra redonner au prolétariat des pays les plus développés la perspective d'une société évitant le piège mortel de la dégénérescence bureaucratique. Tel est aussi, au-delà des perspectives immédiates, l'enjeu de la recomposition du mouvement ouvrier qui s'est ouverte en France comme à l'échelle internationale

L n'est en ce domaine pas de garantie absolue autre que celle de favoriser en permanence le pouvoir démocratique de masse. La formulation d'une telle perspective exige une compréhension théorique globale de la genèse du stalinisme en URSS. Cette compréhension de la genèse conditionne en effet celle de la structure de l'URSS contemporaine et de sa place dans l'histoire mondiale. Elle seule permettra de saisir du même coup la portée et les limites de la phase qui s'est ouverte en URSS avec la venue au pouvoir de Gorbatchev

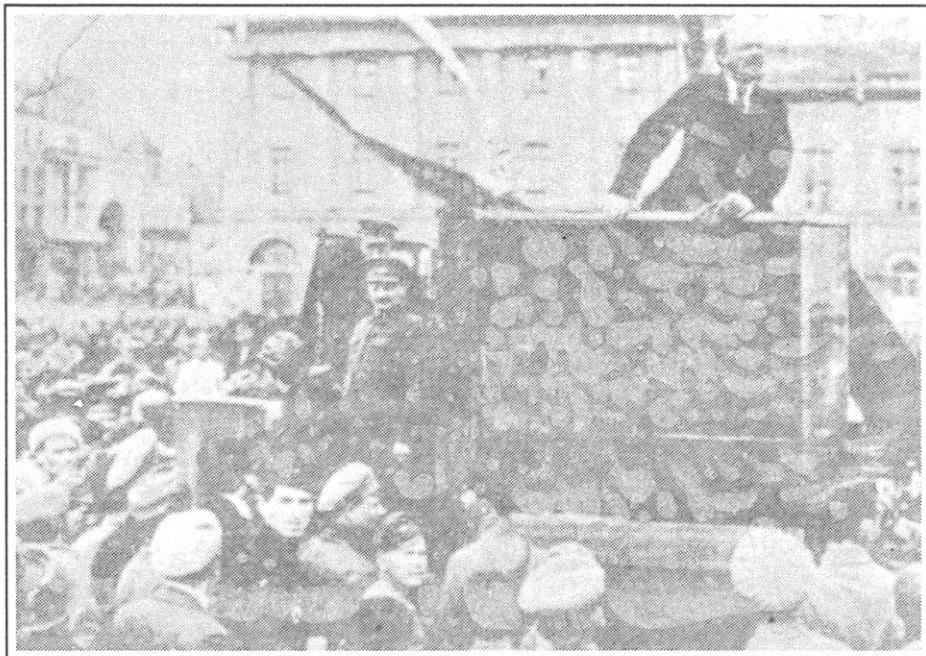
La dialectique de la recherche historique et de la théorie

L'oeuvre de Moshe Lewin s'intègre dans un vaste champ d'études historiques, souvent universitaires, menées dans les pays anglo-saxons sur le système soviétique. Quelle que soit la coloration politique de leurs auteurs, ces vastes investigations ont le mérite essentiel de trancher avec l'idéologisme et l'abstraction qui dominent en règle générale les débats du mouvement ouvrier français sur ce sujet, travers que le mouvement trotskyste n'a pas toujours su éviter, tant s'en faut.

Toutefois, la recherche historique n'a de sens que dans sa confrontation permanente et dialectique avec la théorisation abstraite, sous peine de retomber dans l'académisme stérile de tant de travaux universitaires. Le refus de la théorisation abstraite au nom de l'étude des faits n'est au bout du compte pas plus productive que l'abstraction idéologique, quand il ne sert d'ailleurs pas à en masquer l'existence. La théorisation globale, sinon l'idéologie, transpire alors entre les lignes de l'étude « objective », comme dans une sorte de contrebande honteuse.

Historien marxiste, Moshe Lewin a construit son oeuvre en dépassant ce double piège, dans un mouvement constant qui unit dialectiquement le général au particulier, l'appréciation globale des phénomènes historiques à la documentation méticuleuse. Il n'est pas surprenant que son dernier ouvrage traduit en français, soit donc plus une somme d'essais liés entre eux par une continuité de réflexion qu'un ensemble fini.

C'est précisément le stalinisme qui a transformé le marxisme en une mécanique, voulant faire des institutions en général et de l'Etat en particulier le pur reflet des conditions économiques. A l'inverse, et pour profiter des failles évidentes d'une telle approche simplificatrice, les courants bourgeois ont valorisé le poids des phénomènes politiques



Petrograd, mars 1917. Lénine à la tribune, Trotsky et Kamenev en uniforme.

institutionnels, jugés déterminants dans les évolutions sociales.

La dialectique de la base sociale et de la superstructure étatique

Moshe Lewin nous montre que l'URSS stalinienne fut le produit d'une combinaison dialectique entre les rapports sociaux profonds — et parfois séculaires — hérités de la Russie tsariste et la dégénérescence bureaucratique de l'Etat issu de la révolution d'Octobre, phénomène social et politique propre à la superstructure institutionnelle. Une telle approche dialectique est tout aussi indispensable à la compréhension de l'URSS contemporaine, résultante totale de cette articulation contradictoire entre la société et l'Etat, réalités unies mais distinctes. Plus généralement, après des décennies de conception économiste et mécaniste, ce n'est qu'en redonnant aux concepts de forces productives et de rapports de production leur signification globale, résultant du mouvement général de la société et des institutions, que la compréhension marxiste de l'histoire, basée sur leur opposition dialectique, retrouvera toute sa force.

Le stalinisme, pour les marxistes mécanistes comme pour les théoriciens bourgeois, reste encore une énigme. Pour Moshe Lewin, la part d'énigme reste désormais limitée à la nécessité où se trouva Staline, lors de la vague de terreur de 1938, de liquider ses propres fidèles des années vingt et du début des années trente¹. Pourtant, celle-ci s'ins-

crit, en toute logique dans le mécanisme même du « tournant » de la fin des années vingt.

L'isolement de la Révolution russe du fait du piétinement de la révolution européenne et en particulier de l'échec allemand, les ravages de la guerre civile au sein des éléments les plus expérimentés de l'avant-garde, le poids de l'arriération économique et culturelle conduisirent au bureaucratisme de l'appareil d'Etat et du parti.

« Le grand tournant » : naissance d'un hybride stérile

Progressivement, la couche bureaucratique commença à concevoir l'avenir selon ses propres intérêts, et par conséquent relégua progressivement la perspective révolutionnaire internationale à une échéance plus lointaine. Les conditions de l'encerclement, donc de la bureaucratisation, ne pouvaient qu'en être aggravées. Cette dialectique, si brillamment analysée par Trotsky, est désormais bien connue, comme sa reproduction à des degrés divers dans les révolutions ultérieures.

Mais le tournant de la fin des années vingt, marqué par le double passage à la collectivisation brutale des campagnes et le début d'une industrialisation colossale et à marche forcée, n'est-elle dans ce cadre qu'un zig-zag de plus de la bureaucratie, autrement dit une réaction aux contradictions issues du trop long maintien de la politique de la NEP ? Basée sur la cohabitation de la petite propriété paysanne et de l'indus-

trie capitaliste moyenne avec un secteur d'Etat au renforcement progressif, cette politique voyait certes s'accumuler les contradictions à la fin des années vingt. Les campagnes se repliaient sur elles-mêmes, peu disposées à fournir les villes en produits agricoles. Les compensations en termes de produits industriels trop faibles et les prix officiels trop bas se doublaient de l'existence d'une spéculation généralisée et de l'extension du marché noir. Les résultats catastrophiques de la collecte du grain, au cours des hivers 1927-1928 et 1928-1929, découlaient de ces contradictions, mais aussi de la lourdeur bureaucratique de l'appareil d'Etat lui-même. Ils se voyaient aggravés par de mauvaises récoltes.

Mais le choix du « grand tournant », progressivement opéré en quelques mois sous la pression des événements, va bien au-delà d'un simple coup de barre pour redresser une dérive. A ce moment, la logique de la compétition d'Etat à Etat avec le capitalisme remplace définitivement, pour la bureaucratie, la perspective de la révolution mondiale. Désormais, l'accumulation des forces productives dans le seul cadre des frontières de l'ancien empire tsariste exige de trouver en son sein les ressources nécessaires. Quelles peuvent-elles être sinon le sang et la sueur du prolétariat, et surtout de cette immense paysannerie pliée depuis des siècles sous le joug du tsarisme et qui commençait à peine à en émerger ?

La constitution du stalinisme va ici combiner deux aspects : une industrialisation à marche forcée, rappelant par sa brutalité celle du capitalisme européen du XIX^e siècle ; la collectivisation des campagnes, qui brise la volonté d'indépendance des paysans et va leur faire supporter le poids de cette industrialisation.

Ici, toute la richesse de la pensée dialectique de Lewin nous permet de comprendre comment une telle entreprise ne pouvait que renouer avec les traditions ancestrales du tsarisme. Renonçant à la perspective révolutionnaire, la bureaucratie va forger un système qui combine dans un ensemble inédit les traits du capitalisme industriel dans sa phase d'accumulation et les rapports d'un Etat bureaucratique avec une masse de paysans asservis. L'originalité de la combinaison tient à ce qu'elle se réalise dans le cadre d'un système non-marchand.

Mais on aurait tort d'y voir un trait distinctif en soi « progressif » vis-à-vis du capitalisme lui-même. L'urbanisation et la « prolétarianisation » de l'URSS ne signifient pas linéairement un progrès pour les masses, mais d'abord un recul de leur condition d'existence, sur

le plan matériel, social, culturel. La collectivisation des campagnes rompt certes avec la logique capitaliste, mais au prix d'un système de contraintes « collectif », dont les rapports à l'Etat ne sont pas sans rappeler, à certains égards, ceux qu'entretenait l'Etat tsariste avec les communautés villageoises.

A vouloir concurrencer le capitalisme sur son propre terrain au niveau de la puissance d'Etat, et en abandonnant à son sort le prolétariat des autres pays, seul levier capable de le renverser durablement, la bureaucratie issue de l'isolement de la révolution russe devait mettre en place un système d'exploitation des masses paysannes et ouvrières combinant les traits du capitalisme et des systèmes antérieurs dans un ensemble cependant inédit, inassimilable à l'un ou à l'autre.

Si l'on renonce à l'extension de la révolution, les choix apparaissent en effet limités : *« En fait, la difficulté même que rencontre l'industrialisation en tout pays est en réalité le résultat des fortes pressions que des prédécesseurs plus développés exercent sur les nouveaux venus. Ce sont ces prédécesseurs qui, objectivement, définissent la tâche, l'intensité de l'effort, et la longueur du bond que doit accomplir le prétendant au développement, obligé d'acquiescer et de développer les techniques aussi compliquées que coûteuses que ceux-là ont créées et maîtrisées. Dans la réalité des choses, il semble qu'il ne soit pas possible de faire appel, tout au moins au début, à du matériel plus ancien, meilleur marché et plus simple. C'est en bref, le dilemme d'une transition directe et de l'adoption immédiate de l'avion à réaction et de l'ordinateur ou bien du sous-développement continu et de la décomposition. Tel semble être le verdict. »*²

La loi du développement inégal et combiné, qui expliquait pour Trotsky la faiblesse du maillon russe dans la chaîne des pays européens, permet de comprendre les contraintes auxquelles l'appareil d'Etat stalinien dut soumettre la population ouvrière et paysanne pour tenter de se hisser au niveau des pays les plus développés. Renoncer au combat pour la révolution mondiale c'était renoncer à user de la plus riche des « forces productives » apte à développer et à consolider l'expérience de la transition au socialisme : la classe ouvrière internationale.

Dès lors, même en tenant compte des aspects positifs du « grand tournant » des années trente, le bilan global, du point de vue de l'ensemble des forces productives sociales, ne pouvait être que négatif.

« (...) Si le pays alla de l'avant en termes économiques et militaires, il re-

cula, en comparaison de la période finale du tsarisme et même de la NEP, sur le plan des libertés sociales et politiques. Il ne s'agit pas seulement d'un cas spécifique et flagrant de développement sans émancipation, mais bel et bien d'une retraite au profit d'un harnachement plus serré que jamais de la société à la bureaucratie d'Etat, qui devient ainsi le principal véhicule de la politique et de la conduite de l'Etat. D'où cette tendance à emprunter si largement aux antécédents plus despotiques que le nouveau régime, à ses débuts, avait résolument rejetés et répudiés³. »

Une révolution copernicienne

Tous les courants politiques à gauche du stalinisme ont tenté de comprendre et de théoriser le « grand tournant » des années trente soviétiques, qui pesa si lourd dans l'évolution du siècle. Mais ces tentatives restèrent marquées par de trop simplistes alternatives.

Les théoriciens du « capitalisme d'Etat » ne pouvaient concevoir la véritable contre-révolution des années trente que comme un retour au capitalisme, quitte à faire subir à la réalité les distorsions les plus invraisemblables. Toutefois, ils approchaient d'une démarche plus féconde, avec Tony Cliff, qui écrivait : *« (...) l'histoire connaît souvent des avancées et des reculs. Lorsqu'elle recule, elle ne retourne pas directement à la position antérieure, mais descend une spirale qui combine les éléments des deux systèmes entre lesquels elle s'efforce de passer. »*⁴

La théorisation de Trotsky postulait que les années trente ne constituaient que la phase finale du « Thermidor » amorcé dans les années vingt, et concevait la contre-révolution comme un retour au capitalisme.

Cependant, l'étude de Moshe Lewin nous conforte à nouveau dans l'idée que le stalinisme ne signifia pas un gel de la transition au socialisme, à une étape qui aurait permis soit d'effectuer de nouvelles avancées à la suite d'une révolution politique, soit de revenir en arrière en direction du capitalisme. Il était en lui-même l'expression de la contre-révolution, la fin de toute transition sociale et politique vers le socialisme, au profit d'un système social qui bouleversait toutes les données et excluait le prolétariat de tout pouvoir politique ou social, au profit de la bureaucratie.

Comme avant lui Charles Bettelheim⁵, Moshe Lewin nous montre à quel point le stalinisme transforma la société et les rapports de production.



**ОРУЖИЕМ МЫ ДОБИЛИ ВРАГА
ТРУДОМ МЫ ДОБУДЕМ ХЛЕБ
ВСЕ ЗА РАБОТУ, ТОВАРИЩИ!**

Pour ne reprendre que cet exemple, le changement qualitatif était clairement perceptible dans les entreprises où la bureaucratie d'Etat devenait détentrice d'un pouvoir économique exclusif, partagé au temps de la NEP entre les syndicats, les cellules du parti, et les directeurs d'entreprises.

L'URSS stalinienne ne peut plus être comprise comme un étape intermédiaire entre capitalisme et socialisme, mais comme un système cohérent, fruit de la crise combinée du capitalisme du xx^e siècle et de l'incapacité temporaire du prolétariat à étendre ses victoires au-delà de pays arriérés.

Comme Copernic le fit en astronomie, si nous déplaçons un élément de notre conception du stalinisme, nous voyons l'ensemble des données et des

concepts se réarranger dans une totalité cohérente. Montrer comment un tel réarrangement de la compréhension du stalinisme peut s'intégrer dans la conception marxiste des classes et des modes de production nous entrainerait ici trop loin. Soulignons cependant que décrire le stalinisme comme une réalité distincte à la fois du capitalisme et de la transition au socialisme ne signifie pas, pour autant, faire de la bureaucratie soviétique une nouvelle classe comparable aux classes fondamentales du xx^e siècle que sont la bourgeoisie et le prolétariat. C'est au contraire en comprenant qu'elle n'a pu voir le jour que par l'incapacité des classes fondamentales à imposer des solutions stables à la crise de l'humanité que l'on peut saisir les contradictions de l'URSS d'aujourd'hui

d'hui et les remèdes que tente d'y appliquer Gorbatchev. La bureaucratie soviétique n'a fait que combler un vide entre les classes fondamentales de la société mondiale. Incapable de fonder un mode de production original et progressiste, elle devait, pour trouver les moyens de survivre, faire subir aux masses populaires de l'ancien Empire l'une des pires phases répressives de leur histoire, qui ne put être dépassée avant que le système eut trouvé suffisamment de forces pour pouvoir tenir tête durablement à l'impérialisme. Il est donc très logique que Kirov ait dû être abattu pour avoir défendu vingt ans trop tôt le principe d'une « déstalinisation », et que les derniers survivants de la révolution d'Octobre aient été liquidés dans la bacchante terroriste d'un pouvoir qui s'est toujours vu en sursis face à l'impérialisme et à la révolution.

Au bout du compte, la tentative de Gorbatchev n'est rien moins que de donner au système social et politique bureaucratique les moyens d'une nouvelle naissance, qui rompe avec la boue sanglante de ses origines et lui confère une stabilité durable dans l'arène mondiale. Cette tentative, qui mise sur l'incapacité du capitalisme à échapper à sa décadence, ne peut réussir que si la perspective de la révolution socialiste est repoussée à longue échéance dans les pays développés. A plus court terme, elle sera prise en tenaille entre la logique organique de l'appareil bureaucratique, qui ne peut échapper à ses origines, et les aspirations des travailleurs qui peuvent s'engouffrer dans les brèches ouvertes par le climat de « *glasnost* ».

François Dietrich

1. Moshe Lewin, *la Formation du système soviétique*, Gallimard, Paris, 1987, p.317
2. *ibid.*, p.31
3. *ibid.*, p.392
4. Tony Cliff, *State Capitalism in Russia*, Pluto Press, Londres, 1974, p.176
5. Charles Bettelheim, *les Luites de classes en URSS*, Seuil-Maspero, Paris, 1977-1983, et en particulier le tome III, pages 184-194

Le Parti bolchevik : mythes et réalités

François DIETRICH

Gorbatchev aura beau faire : on aura du mal à reconnaître le visage de la Révolution russe de 1917 qui souleva l'espoir parmi les travailleurs du monde entier, sous le masque des défilés de chars d'assaut, de fusées et de régiments au pas de l'oie qui vont marquer les soixante-dix ans des « dix jours qui ébranlèrent le monde ». Le stalinisme, en déformant la révolution jusqu'à la transmuter en dictature bureaucratique, rend difficile aujourd'hui, dans le mouvement ouvrier tel qu'il est, le débat sur le bilan de cette expérience. Les mots de socialisme, de démocratie prolétarienne, de parti révolutionnaire, de centralisme démocratique, ont été vidés de leur sens par des décennies d'oppression totalitaire à l'Est. A l'Ouest, la confusion, la désillusion, voire l'hostilité à l'égard de toute perspective révolutionnaire furent encore aggravées par le mélange inextricable de sectarisme bureaucratique et de réformisme sans rivage que fut la politique des partis staliniens. Ainsi, parmi les débats aujourd'hui à l'Est comme à l'Ouest, celui qui concerne le problème de la nécessité d'un parti révolutionnaire n'est pas le moins confus.

Cette année, Gorbatchev va utiliser cette anniversaire à ses propres fins : un des arguments idéologiques de la « transparence » et de la « rénovation », c'est en effet le « retour à Lénine ». Au moment où l'on évoque la possibilité de réhabiliter Trotsky et Boukharine, on voit se dessiner une nouvelle argumentation sur le passé de l'URSS. La période stalinienne doit être exorcisée, et il faut pour cela renoncer à ses falsifications historiques les plus embarrassantes. Mais il ne sera pas possible de redonner à des dirigeants comme Trotsky ou Boukharine la totalité de leur place, et, dans le cas de Trotsky, de réhabiliter la totalité de son œuvre et encore moins de son combat antibureaucratique (et non seulement antistalinien). Il faudra donc mettre encore davantage l'accent sur le « léninisme », mythe selon lequel Lénine esseulé eut toujours raison contre tous, et où « son » parti resta détenteur permanent de la vérité historique. On pourrait ainsi, péniblement, tenter de faire le lien avec la situation actuelle, dans laquelle il n'est pas question pour Gorbatchev de toucher au monopole du pouvoir détenu par le « parti » d'aujourd'hui.

Or, parce que le pouvoir bureaucratique a exproprié la première révolution socialiste d'Europe en en parasitant le langage et l'idéologie, cette tentative Gorbatchévienne de faux « retour aux sources », ne va pas manquer, à ce niveau aussi, d'entrer en résonance avec les débats du mouvement ouvrier réel, à l'Est comme à l'Ouest. Un parti révolutionnaire est-il nécessaire pour parvenir à renverser le capitalisme et la bureaucratie ? Le mouvement autogestionnaire des masses ne peut-il y suffire ? Ne faut-il pas, pour les militants les plus engagés, se contenter d'un mouvement large aux frontières souples et à la coordination fédérative ? N'y a-t-il pas danger de sclérose et de bureaucratisme à vouloir construire un parti centralisé ? En France, ce débat, même à l'état larvé, continue et continuera à peser sur les choix des différentes forces politiques qui s'efforcent de tracer la voie d'une alternative politique au PS et au PCF. Et puisqu'anniversaire il y a, autant commencer par s'interroger sur ce que furent réellement les aspects contradictoires de l'expérience bolchevique en matière de parti.

La théorie léniniste du parti ne peut se réduire à tel ou tel aspect des écrits

de Lénine. Celui-ci théorisait en effet au fur et à mesure des circonstances et des nécessités politiques. Si l'on veut redonner une cohérence à l'ensemble de sa démarche, ce ne peut être dans le seul *Que faire ?* ou dans tel ou tel écrit conjoncturel.

Dialectique contre schématisme

C'est la globalité de ses écrits et de son action qui peut permettre de restituer le noyau du « léninisme » en matière de théorie d'organisation, et d'en dégager ce qui en reste d'universel. Disons-le autrement : la théorisation léniniste a suivi les étapes de la Révolution russe elle-même, et c'est dans une articulation dialectique constante avec l'expérience la plus profonde des travailleurs russes que le parti bolchevique a connu les étapes de son histoire, faites de montées et de replis successifs. L'image d'un parti bolchevique sorti tout armé dès la fin du XIX^e siècle du cerveau de son fondateur, comme une secte révolutionnaire traversant flux et reflux, guidant les « masses » amorphes à chaque étape pour déboucher sur la victoire de 1917, est un conte pour enfants, propagé par les staliniens et par les idéologues bourgeois. Conçu comme parti d'avant-garde prenant ses distances avec la réalité immédiate du mouvement ouvrier russe, le Parti bolchevique en fut malgré tout le produit permanent. C'est en réalité cette dialectique entre le projet révolutionnaire à long terme et les modifications, les bouleversements, les inflexions que lui apporte l'histoire qui fait la richesse de l'histoire du parti bolchevique avant sa momification par le stalinisme.

Un pas... en arrière des masses

Le Parti bolchevique, conçu par le Lénine de *Que Faire ?* pour se différencier de la « spontanéité » des masses, censée être incapable de dépasser en elle-même le réformisme « trade-unioniste », et l'entraîner dans une dynamique révolutionnaire, va se trouver dépassé par elle au cours de deux expériences décisives : celle de 1905 et celle de Février 1917.

En 1905, il faudra plus de deux semaines avant que la fraction bolchevique du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR), qui ne constitue pas encore un parti indépendant, ne saisisse l'importance de la crise révolutionnaire et ne se lance dans la bataille

avec toute son énergie. Les soviets, ces assemblées populaires territoriales qui devaient devenir le creuset historique de la Révolution russe et en constituer la dimension universelle, furent d'abord considérés avec méfiance par les bolcheviks.

Pour beaucoup de dirigeants, la thèse de Lénine, selon laquelle la conscience socialiste ne pouvait surgir de la sphère immédiate de la lutte entre travailleurs et capitalistes au sein des entreprises, s'était transformée en une véritable hostilité plus ou moins clairement affirmée contre tout organe de pouvoir démocratique du plus grand nombre. Refusant ainsi de se fondre dans la masse des manifestants, les militants bolcheviks furent une quinzaine à défiler au milieu des milliers de participants aux premiers cortèges de 1905. On lisait ainsi dans l'organe *Novaja Jizn*, en pleine mobilisation, que « si la social-démocratie soutient vigoureusement le soviét des ouvriers en tant qu'organe exécutif de l'action prolétarienne, il est tout aussi nécessaire de combattre avec énergie toute tentative visant à faire de ce soviét l'instance dirigeante de la classe ouvrière ». Et l'auteur de conclure par cette formule restée célèbre : « ... Viendra un moment où les masses... se tourneront vers le Comité de notre parti et s'écrieront : "Voilà nos dirigeants, nous n'en voulons pas d'autres !" » Il faudra justement toute l'énergie de Lénine pour affirmer que les soviets devaient être au contraire conçus comme « l'embryon du gouvernement révolutionnaire provisoire ».

Février 1917 sera pour le Parti bolchevique l'occasion de plus criants retards encore. Les premières manifestations de femmes contre la pénurie alimentaire virent les bolcheviks les appeler à la modération, puis refuser ensuite de distribuer des armes aux manifestants alors qu'il devenait manifeste que le tsarisme allait s'écrouler dès lors que les régiments se mutinaient. Dans le cours du processus révolutionnaire, c'est une direction plus qu'hésitante sur le caractère bourgeois démocratique ou prolétarien du mouvement d'ensemble qui devra pratiquement être violente par Lénine, renforcé ici par le groupe de Trotsky qui avait rompu avec les mencheviks en 1914, pour préparer l'inévitable deuxième phase révolutionnaire d'Octobre 1917. Quant à l'activité du parti dans la préparation même de la révolution, le Parti bolchevique était devenu, à la veille de Février, une force exsangue, dont la direction, décapitée, ne parvenait même plus à faire éditer régulièrement tracts et journaux.

Si le Parti bolchevique sut devenir le parti de la révolution, c'est parce qu'il se gonfla tout au long des mois de 1917

de l'élan révolutionnaire des travailleurs mobilisés et qu'il sut enfin reconnaître aux soviets leur rôle central d'organisation et de direction du mouvement. Alors que 1905 voyait encore le Parti bolchevique inciter à la méfiance vis-à-vis des soviets parce qu'ils remettaient en cause par leur existence le rôle « naturel » de direction du parti, c'est au cri de « *Tout le pouvoir aux soviets* » que va se faire l'insurrection d'Octobre, même si le rôle d'organisateur du Parti bolchevique y fut prépondérant.

De la secte au parti des fractions

A sa naissance, la fraction bolchevique se voulait une formation ultra centralisée et disciplinée, en réaction à la réalité naturelle du mouvement ouvrier socialiste russe de l'équipe, dominé par la dispersion, les querelles d'intellectuels, l'incapacité de se lier en profondeur à la masse des travailleurs. Dans les premières années, les bolcheviks furent en effet une formation confinée à la secte, persuadée de son élitisme et usant vis-à-vis de ses rivaux des techniques politiciennes les plus discutables. La sélection des militants, par les comités locaux et non plus l'adhésion traditionnelle qui caractérisait jusqu'alors la sociale-démocratie russe, accentuant jusqu'à la caricature le caractère clandestin du parti, rendu déjà nécessaire par la répression tsariste.

Ce fonctionnement, pour le moins coupé de la spontanéité des masses, va se trouver lui aussi mis en cause par l'expérience de 1905. Le parti va devoir ouvrir davantage ses organismes de base, non sans la désapprobation plus ou moins explicite de nombreux cadres du parti. Surtout, il va devoir modifier son régime interne en établissant le principe électif des directions à tous les niveaux, alors que le parti d'avant 1905 fonctionnait par cooptation par les directions de leurs nouveaux membres. Comment perpétuer en effet un tel mode de fonctionnement vis-à-vis des travailleurs qui souhaitaient devenir militants du parti, mais qui avaient connu l'expérience soviétique au cours de la révolution ? Dans la même période, durant laquelle mencheviks et bolcheviks se réunifièrent jusqu'en 1912 dans le cadre du POSDR, le droit d'expression, de réunion des minorités fut réaffirmé avec insistance, alors que la période d'avant 1905 en avait fait une simple déclaration de principe. Ce droit ne devait pas concerner seulement les bolcheviks à l'égard des mencheviks (alors majoritaires au sein du POSDR), mais aussi les diverses minorités qui

évoluèrent au sein des bolcheviks eux-mêmes, notamment à propos de la tactique nécessaire vis-à-vis de la participation au parlement-croupion tsariste, la Douma.

Mais comme la poussée de 1905 avait démocratisé les rangs bolcheviques, le recul des années 1908-1912 va les rescléroser, y compris dans le sectarisme interne qui conduira en 1909 à l'exclusion du courant de Bogdanov partisan d'un boycott de la Douma. Dans les années du recul, jusqu'à la veille de 1917, le Parti bolchevik renoue avec tous ses travers sectaires qui lui interdisent de saisir dès le départ la portée de l'insurrection spontanée de Février 1917. Mais c'est le cours même de la révolution qui va obliger le parti à s'ouvrir à tous ceux et celles qui se tournent vers lui. Le principe de la sélection des militants, destinée à protéger le parti des influences réformistes spontanées de la masse des travailleurs, se trouve battu en brèche par l'intégration massive de nouveaux membres au cours de 1917, les effectifs du Parti s'enflant de 20 000... à 400 000 membres en dix mois. Le caractère centralisé du parti, le principe selon lequel l'expression des divergences ne devait être permise qu'à la condition expresse de ne pas nuire à « l'unité d'action » se trouveront relativisés, même au cœur de la guerre civile. Au moment de la difficile négociation de Brest-Litovsk avec l'impérialisme allemand, les diverses positions en présence au sein du Parti bolchevik étaleront leurs conceptions divergentes à la une de la *Pravda*.

C'est au cours de l'étranglement de la révolution par la guerre civile que le fonctionnement démocratique du parti à nouveau reculera. Pourtant chacun sait que Lénine, au moment de l'interdiction des fractions publiques, défendit et vit voter le maintien du droit d'expression au sein du parti des minorités et notamment de l'Opposition ouvrière. En 1922, une tendance organisée sur la seule base du respect de la démocratie interne faillit être majoritaire au congrès du parti.

L'âpreté des discussions et leur caractère public domina les grandes phases de mobilisation dans lesquelles fut inséré le Parti bolchevik. Ce fut le cas dans la période allant de Février à Octobre 1917, où se débattait la perspective d'une révolution prolétarienne comme seule issue à la crise. Une majorité du parti, puis une forte minorité autour de Kamenev et Zinoviev, défendit longtemps contre Lénine et ses *Thèses d'avril* la perspective d'un soutien plus ou moins critique au gouvernement provisoire. Cette même discussion rebondit avec plus d'acuité encore à la veille de l'insurrection d'Octobre,

lorsqu'il s'agit pour le parti de décider d'impulser le « coup de pouce » nécessaire pour renverser le gouvernement provisoire, alors que la contre-révolution militaro-tsariste se préparait à une nouvelle offensive après l'échec de la tentative de Kornilov en août. La direction était ouvertement divisée entre partisans et adversaires de l'insurrection et, parmi ses partisans, entre ceux qui la voulaient immédiate et ceux qui, comme Trotsky, proposaient d'attendre la convocation du II^e Congrès pan-russe des soviets afin qu'il en prenne l'initiative.

Le même climat de discussion passionnée entourait les débats déjà cités autour de la paix de Brest-Litovsk, puis autour des thèses de Boukharine dans *l'ABC du communisme*. A chaque fois, les courants se réunissaient et se défaisaient, sans d'ailleurs que la cohérence d'ensemble du parti, porté par la vague révolutionnaire, ne se trouve entamée.

Il faudra la stalinisation, alors même que l'étranglement dû à la guerre civile se relâchait, pour transformer le parti en machine bureaucratique monolithique. On comprend alors à quel point la réécriture de l'histoire devenait une nécessité.

Au-delà du mythe

L'histoire réelle du Parti bolchevik est donc totalement étrangère à la mystique stalinienne, ou à celle véhiculée par certains groupes d'extrême gauche parfois prétendument « trotskystes ». Cette histoire réelle ne pourra être véritablement réhabilitée par Gorbatchev, car elle est en elle-même une condamnation du stalinisme, non seulement dans la terreur des années trente, mais dans sa structure même, que Gorbatchev essaye de sauver aujourd'hui.

Ce qui nous reste de l'expérience bolchevique aujourd'hui, c'est qu'un projet révolutionnaire doit s'appuyer sur un parti, qui permette l'élaboration, l'intégration de l'expérience, sa transmission aux générations successives des vagues révolutionnaires. Si le Parti bolchevik fut le parti de la Révolution russe, c'est par sa capacité à réinvestir dans l'expérience de 1917 les leçons essentielles de 1905. Un tel parti ne peut être le produit naturel et immédiat des luttes de masses, et l'efficacité de son action implique l'unité d'action, tant il est vrai que les plus grandes masses de travailleurs ne peuvent être acquises à la crédibilité d'un projet révolutionnaire par le où les discours, mais par la cohérence de l'action pratique aux moments décisifs.

Mais un parti révolutionnaire ne peut « diriger » les travailleurs. Les travers sectaires et bureaucratiques indéniables du Parti bolchevik, qui ressurgirent à chaque phase de reflux, faciliteront incontestablement la stalinisation du parti. Lorsque le mouvement de masse fut suffisamment puissant, en 1905 et en 1917, il obligea ce parti de révolutionnaires sincères à corriger son fonctionnement interne et la vision qu'il avait de son propre rôle, notamment en reconnaissant le rôle des soviets comme organes du pouvoir prolétarien.

C'est dans la combinaison dialectique entre la construction d'un parti révolutionnaire centralisé et démocratique, d'une part, et d'autre part, l'effort pour stimuler à chaque étape et dans tous les domaines l'expérience autogestionnaire des travailleurs que se trouve la clef d'une stratégie révolutionnaire pour notre époque. Ni retour à la social-démocratie, où le « libéralisme » en matière d'organisation signifie le pouvoir de fait des intellectuels et des cadres de la société, ni modèle de parti blanquiste dirigeant les masses à la place de leurs propres structures démocratiques de pouvoir, qui doivent mêler dans un combat commun toutes les tendances et tous les partis.

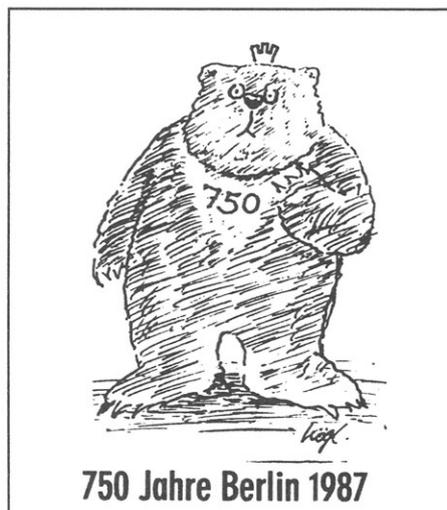
Le ravalement de l'histoire officielle de l'URSS par Gorbatchev ne pourra restituer cette dialectique nécessaire, qui fut la réalité vivante de l'expérience bolchevique dans les limites de son époque. Elle risque même de remplacer une histoire tronquée par une autre, et de susciter à nouveau illusions, et surtout répulsion.

Tous ceux qui veulent construire une alternative révolutionnaire au PCF et au PS sont condamnés à penser avec leurs propres têtes, au travers des leçons réelles et vivantes des expériences passées.

François Dietrich

Berlin la Rouge

Sabine LINDE



750^e anniversaire de Berlin.

A l'Ouest et à l'Est, l'année a été marquée par la fête : Berlin existe depuis sept cent cinquante ans. Les moyens n'ont pas été épargnés : fêtes, expositions et initiatives culturelles se sont succédées sans discontinuer. Souvent en double exemplaire, la concurrence entre les deux parties de la ville jouant à fond : grand concert de rock à l'Ouest devant le Reichstag (au grand mécontentement des jeunes de l'autre côté du mur qui, à juste titre, trouvaient absurde de ne pouvoir y assister) ? deux mois après, à l'Est, concert gigantesque en plein air ! Cortège historique à l'Est ? rebelote à l'Ouest ! Et ainsi de suite...

Une large place a été donnée dans les programmes à l'histoire politique, sociale et culturelle du mouvement ouvrier. Exemples parmi beaucoup d'autres : une grande exposition du DGB, « La moitié de la vie » et, à l'Est, une autre exposition sur « Les loisirs du jeune mouvement ouvrier ».

En tout état de cause, cet anniversaire a offert beaucoup d'occasions de (re)découvrir l'histoire de la ville.

SANS prétendre tracer toute l'histoire de Berlin, essayons d'éclairer, autour de quelques périodes clés, à quel point Berlin a été le miroir ardent de l'histoire allemande, notamment celle de son mouvement ouvrier. Capitalisme naissant, révolution allemande, fascisme et division de l'Allemagne d'après-guerre : c'est à Berlin que les rapports de forces sociaux se sont focalisés.

L'industrialisation

De 1237, la première trace documentaire de l'existence de Berlin, à 1800, la ville s'est développée comme capitale prussienne, lieu de garnison et résidence des divers souverains Hohenzollern. Elle atteint quelques dizaines de milliers d'habitants à la fin du siècle. Avec l'essor formidable de la jeune industrie allemande — les « grands », tels Borsig, Siemens, AEG, Osram, Schering, furent fondés à Berlin —, la ville explosait littéralement du point de vue démographique, atteignant le million et demi d'habitants à la fin du XIX^{ème} siècle (dont 70% d'ouvriers et ouvrières). Les familles ouvrières furent

entassées dans les tristement célèbres *Mietskasernen* (habitats-casernes), dont la misère quotidienne fut si bien illustrée par les dessins de Heinrich Zille et qui, aujourd'hui encore, donnent pour une bonne part son visage à la ville. Berlin devenait alors la plus grande ville industrielle d'Europe. La classe ouvrière allemande était née.

Après la révolution de mars 1848, la bourgeoisie berlinoise se lia rapidement à la noblesse prussienne. Elle avait compris que le jeune prolétariat ne tarderait pas à présenter ses propres revendications. Dès mai 1848, l'état de siège était décrété, Wilhem I^{er} et l'armée royale révoqués, l'Assemblée nationale dissoute et la police complètement réorganisée. Ainsi la bourgeoisie préférerait laisser en place un système qui la privait du pouvoir politique mais qui lui paraissait être le meilleur rempart contre tout développement de gauche.

Encadrée par l'Etat policier prussien, la classe ouvrière berlinoise se donnait néanmoins les moyens d'occuper le devant de la scène. Après 1850, des révoltes éclataient, dues notamment à l'incroyable crise du logement. Des dizaines de milliers d'ouvriers bataillèrent avec les « gendarmes » (terme ber-

1928 : pas un mandat de provenance berlinoise pour le NSDAP.
1930 : sur 20 députés berlinois, 8 KPD, 6 SPD, 2 NSDAP, alors que ce dernier était déjà le deuxième parti du pays.

Juillet 1932 : sur 16 députés, 6 KPD, 5 SPD, (alors que ces deux partis ne représentent plus qu'un tiers des voix à l'échelle nationale), 4 NSDAP (ce qui fait apparaître que les nazis prenaient leurs voix dans l'électorat des partis de droite).

Novembre 1932 : le même résultat, avec un mandat supplémentaire pour le KPD.

linois emprunté au Français pour désigner les agents de police). Ferdinand Lassalle tint ses premiers meetings de masse dans les quartiers ouvriers. En 1875, après la fusion de son Allgemeiner Deutscher Arbeiterverein (ADAV) avec l'aile de la social-démocratie représentée par Liebknecht et Bebel, le jeune Parti socialiste (SAPD) s'enracina rapidement dans le prolétariat berlinois.

En 1878, l'Etat prussien réagit à sa façon : prenant prétexte de deux attentats contre Wilhem I^{er}, Bismarck déclara à nouveau l'état de siège et fit voter la Loi contre les activités de danger public de la social-démocratie. Ce qui interdit aux socialistes toute activité autre que celle de leur fraction parlementaire au Reichstag. Mais, aux élections de 1888, ceux-ci obtinrent plus de la moitié des voix à Berlin. Leur action en défense des intérêts ouvriers se poursuit et s'amplifia sous le couvert d'organisations paravents. Malgré l'encadrement à la prussienne, la classe ouvrière se construisait. Du fait d'un malentendu entre les partis bourgeois, la loi ne fut pas reconduite en 1890.

A la veille de la Première Guerre mondiale, Berlin était une ville de trois millions d'habitants dont, en permanence, 70% d'ouvriers et ouvrières. Son attachement à la social-démocratie fut spectaculairement démontré lors des enterrements de Wilhem Liebknecht, puis plus tard de « Paule » Singer, dirigeant social-démocrate berlinois, qui rassemblèrent un million de participants. Au plan électoral, bien qu'étroitement entravés par une loi électorale réactionnaire, les sociaux-démocrates continuaient à gagner en influence, jusqu'à devenir la plus forte fraction de l'Assemblée. La gauche, dirigée par Rosa Luxemburg, Liebknecht, Bebel, Pieck, n'y était que peu représentée, mais elle était particulièrement implantée à Berlin et y développait une intense propagande contre l'idéologie de plus en plus réformiste et parlementariste de la majorité.

Aux plans de guerre du gouvernement prussien, le mouvement ouvrier berlinois répondit dès 1910 par des manifestations et assemblées de masse antimilitaristes. Lors de la déclaration de guerre, les socialistes votèrent les crédits de guerre, y compris la gauche qui obéit à la discipline du groupe parlementaire. La classe ouvrière berlinoise fut envoyée au massacre comme ses camarades de toute l'Europe. Elle ne releva la tête que quelques années plus tard.

A partir de 1917, les ouvriers berlinois sont de nouveau à l'avant-garde : les sentiments antiguerre s'expriment par des manifestations et des grèves de masse dirigées par les *Berliner Obleute*

(hommes de confiance). La première révolte dans la marine, aussitôt réprimée, fut dirigée par deux ouvriers berlinois, Reichpietsch et Köbis.

1918-1919 : la révolution

Une première grève générale allait éclater à Berlin en janvier 1918, sous direction des *Obleute*, majoritairement

(Ebert l'aurait tancé : « *Tu n'as pas le droit!* »). Peu après, au château, sur lequel flottait le drapeau rouge, Liebknecht déclara : « *Vive la République libre et socialiste!* »

Le 10 novembre, à l'assemblée des conseils berlinois, Ebert et Scheideman furent majoritaires, bien que le nouveau gouvernement, dit « Conseil des députés du peuple », et le Conseil exécutif de l'assemblée aient été élus sur une base paritaire entre SPD et USPD. La Constitution de la future République



Le « Kneipe », le bistrot, lieu central de la vie ouvrière.

membres de l'USPD. Ce parti avait été fondé en avril 1917 sur la base du refus de l'attitude des « majoritaires » sur la question de la guerre et sur celle de la voie au socialisme : les socialistes « indépendants » créaient alors leur propre parti, auquel adhéra le groupe Spartacus de Luxemburg et Liebknecht. A Berlin, sur 77 000 militants, 70 000 adhérèrent au nouveau parti.

Cette grève put être enrayée avec l'aide des « majoritaires » qui redoutaient ce débordement. Mais, en novembre de la même année, ce fut le débordement pour de bon. Une nouvelle grève générale prit rapidement de l'ampleur avec pour mot d'ordre : « *A bas la guerre!* » Des conseils virent le jour dans les usines, tandis que les soldats se dotaient de leurs propres conseils et fraternisaient avec les ouvriers. Le Conseil général des ouvriers et soldats était formé.

Le 9 novembre, à Berlin, armée et police capitulaient, tandis que l'empereur Wilhem I^{er} s'éclipsait. La République était déclarée. Par deux fois ! Scheideman s'exclama au Reichstag : « *Vive la République allemande!* »

était renvoyée à une Constituante devant se réunir début 1919.

Ebert fit immédiatement appel à l'ancienne armée pour remettre de l'ordre. L'USPD quittait le gouvernement, le groupe Spartacus, pour sa part, rompaît avec l'USPD pour créer le KPD. Il déclencha, à la mi-janvier, les révoltes berlinoises connues sous le nom d'« insurrection spartaciste ».

Le gouvernement des majoritaires n'hésita pas, il constitua, à partir des éléments les plus sûrs de l'armée impériale, les sinistres Corps francs qui allaient noyer dans le sang la révolution. Avec l'assassinat de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht, le 15 janvier, le mouvement révolutionnaire se trouvait décapité. L'ordre régnait à Berlin.

La résistance au fascisme

La République de Weimar, née d'une défaite de la classe ouvrière, allait disparaître dans une défaite encore plus grande : le triomphe du nazisme.

« Berlin... la véritable caserne »

Après son arrivée à Berlin, le 16 mai 1898, Rosa Luxemburg se montra tout sauf enthousiasmée de son nouveau domicile.

« J'ai déjà acheté un plan de Berlin. Je suis épuisée plus que possible, je hais déjà Berlin et les Allemands à un point tel que je pourrais les assassiner. (...) N'aie pas peur. Je ne vais pas me germaniser, je hais Berlin... de toute mon âme, qu'ils crèvent ! (...) Berlin me fait l'impression la plus désagréable : froide, de mauvais goût, massive, la véritable caserne ; et ces Prussiens, avec leur arrogance, comme si chacun avait avalé le bâton qui l'a frappé auparavant. A chaque pas, l'intimité agréable et la culture de la Suisse me manquent. Et la propreté ! Et bien je ne

sais pas d'où vient l'histoire des ménagères allemandes propres, je n'en ai pas encore vu une ! » (Extraits des lettres à Léon Jogiches en mai 1898, traduction de Sabine Linde). Nous ignorons si, par la suite, Rosa changea d'avis. En tout état de cause, c'est à Berlin qu'elle s'installa. Et Berlin fut, jusqu'à sa mort, son principal champ d'action. C'est également à Berlin qu'elle fut assassinée par les Corps francs de Noske et jetée, tel un sac d'ordures, dans le canal.

Nota bene : Jusqu'à ce jour le Sénat de Berlin n'a pas jugé utile de donner à une quelconque rue ou place le nom de celle qui est le symbole du mouvement ouvrier révolutionnaire berlinois.



Notons que pas un des dirigeants des bandes nazies n'était originaire de Berlin. Pour s'implanter dans « Berlin la Rouge », Hitler envoya ses « meilleurs » éléments. Goebbels, en 1926, connu pour ses capacités d'agitateur dans la petite bourgeoisie. Il fut suivi, en 1930, de Göring, riche de ses multiples relations avec la bourgeoisie industrielle. Dans son écrasante majorité, le prolétariat berlinois se montra réfractaire à la démagogie fasciste. Les résultats des élections jusqu'en 1933 le montrent (voir encart). Alors que nationalement le NSDAP était déjà de loin le premier parti, à Berlin les deux partis ouvriers recueillaient en permanence les deux tiers des voix, tandis que le KPD restait le plus fort.

Comment cet énorme potentiel n'est-il pas parvenu à barrer la route à la peste brune ? Les écrits de Trotsky sur l'Allemagne¹ restent sur le sujet les plus éclairants. Notons que, en janvier 1933, cinq jours avant l'accession au pouvoir des nazis, cent trente mille ouvriers, communistes et sociaux-démocrates confondus, manifestèrent dans les rues de Berlin contre un rassemblement hitlérien devant le siège du Parti communiste.

Un mois après, c'était l'incendie du Reichstag. Hitler concentrait ses bouchers à Berlin et entamait le nettoyage des quartiers ouvriers. La plupart de celles et ceux qui le purent prirent la fuite. La base pour une résistance significative se trouvait éliminée. La voie était libre pour Hitler. C'était une défaite dont le prolétariat berlinois ne devait pas se relever.

Quand, le 30 avril 1945, le drapeau rouge flotta à nouveau sur la ville, la Seconde Guerre mondiale était finie pour Berlin. L'armée soviétique avait conquis la ville pied à pied, luttant pour finir contre les dernières défenses nazies

assurées par des milices de vieillards et d'enfants.

Du drapeau rouge au « mur »

La ville était détruite. Des quatre millions d'habitants avant-guerre n'en restaient que deux millions. Sur un million et demi de logements, un million deux cent mille étaient détruits. Transports, gaz, eau, électricité étaient hors d'état ; les usines réduites en cendres. Le premier ordre du général Berzarin fut la remise en marche prioritaire des épiceries, boulangeries et... salons de coiffure (« Il faut recommencer à avoir un aspect humain. »!). Ainsi la population laborieuse, notamment les femmes, connues plus tard comme les « déblayeuses de Berlin », se mit à relever la ville de ses ruines sans que soit encore connu son futur statut.

Avec « l'ordre numéro deux », l'activité des partis politiques antifascistes et démocratiques ainsi que des syndicats fut autorisée. Le KPD et le SPD se réorganisèrent rapidement et se donnèrent une commission centrale commune partant, au-delà des divergences politiques, de la même aspiration : reconstruire Berlin comme ville « antifasciste et véritablement démocratique ».

L'accord du 5 juin 1945 entre les quatre alliés confirmait grosso modo la conférence de Yalta : l'Allemagne était divisée en quatre zones d'occupation et Berlin en quatre secteurs sous commandement des alliés. L'accord allait se concrétiser dans un climat croissant de guerre froide et avec des divergences spécifiques à propos de Berlin. Les Soviétiques considéraient que la ville, située dans leur zone d'occupation, était la capitale de cette dernière. Les Occi-

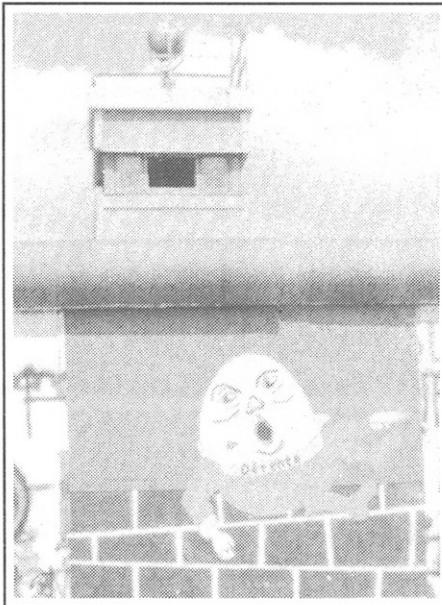
dentaux, Américains en tête, voulaient en faire la vitrine de « l'Ouest libre » et un rempart face au « danger communiste ».

La division de la ville à tous les niveaux allait se réaliser progressivement.

A Pâques 1946, SPD et KPD se divisèrent. La proposition du KPD d'une fusion en un Parti socialiste unifié (SED) fut rejetée sous la pression massive des Anglais et des Américains, d'une part, de l'aile droite du SPD autour de Kurt Schuhmacher, d'autre part. Ce dernier se précipita à Berlin pour « convaincre » les militants qui n'étaient pas hostiles à la proposition qu'ils allaient se faire noyer par les communistes. Le nouveau parti fut cependant fondé, mais son influence n'allait être réelle que dans le secteur oriental.

Les Soviétiques, après de massifs démontages d'usines, nationalisèrent rapidement l'industrie. Dans les trois autres secteurs, l'ordre capitaliste fut réinstauré. Ce qui n'empêcha pas, par la suite, les trusts et les banques de considérer Berlin comme suffisamment peu sûre pour qu'ils décident de transférer massivement en Allemagne de l'Ouest leurs sièges sociaux et leurs centres de production.

En 1948, les alliés occidentaux étendirent la réforme du mark à Berlin-Ouest et cassèrent ainsi l'unité monétaire de la ville. Les Soviétiques répondirent par un blocage total des trois secteurs occidentaux. Celui-ci devait durer un an, le seul lien avec l'Ouest étant assuré par voie aérienne. En juin de la même année, les Soviétiques cessèrent toute participation au Conseil de contrôle des quatre alliés. En 1949, Berlin-Est fut déclarée capitale de la RDA, tandis que Berlin-Ouest continuait à être soumise au statut des trois



Allez hop !

alliés. Ainsi, deux systèmes politiques et sociaux différents prenaient forme et s'affrontaient au sein de la même ville. Ce n'est pas un hasard si la grève des ouvriers de RDA éclata à Berlin. Partant d'un refus de l'augmentation des cadences de travail, nourrie par la propagande anticommuniste primaire de l'Ouest, elle évolua rapidement vers la revendication d'élections libres. Les Soviétiques réprimèrent le mouvement en faisant occuper militairement Berlin-Est.

Jusque-là, les frontières entre les différents secteurs étaient restées ouvertes. C'est un demi-million de personnes qui, quotidiennement, passaient de l'Ouest à l'Est et inversement, pour des raisons de travail ou autres. La RDA en subissait les conséquences : notamment l'émigration de millions de personnes, dont deux cent cinquante mille de

Berlin-Est. Jusqu'en 1961, cinq cent trente mille personnes, dont beaucoup de travailleurs qualifiés, s'installèrent à Berlin-Ouest.

Le gouvernement de la RDA finit par répondre selon ses méthodes à ce problème. Le 13 août 1961, la construction du mur autour des trois secteurs occidentaux était entamée. Ainsi la division de la ville était coulée dans le béton.

Depuis, le mur est devenu une réalité quotidienne, qui s'est installée des deux côtés, seulement allégée depuis le Traité des quatre alliés par une politique plus permissive en matière de visites. Passée l'époque où Kennedy suscita un enthousiasme délirant à Berlin-Ouest en prononçant sa célèbre phrase : « *Ich bin ein Berliner!* » Passé le temps des gigantesques assemblées devant la porte de Brandeburg, tournée vers l'Est, lorsque les leaders sociaux-démocrates chauffaient la foule par des discours d'un anticommunisme farouche ! L'anticommunisme d'antan s'est teinté de coexistence.

La classe ouvrière berlinoise, divisée, décimée également par les transferts des industries vers la RFA, n'est plus celle de « Berlin la Rouge ». Son histoire montre à quel point elle concentrait en elle la puissance du mouvement ouvrier allemand. On en vient à songer ce qu'il en serait si le fascisme n'avait pas brisé cette histoire. La faiblesse présente n'en est que l'ultime expression.

Sabine Linde

* Textes publiés en français sous le titre : « *Vaincre le fascisme* ».

Le statut politique de Berlin

Berlin-Est :

Dans la constitution de 1949 de la RDA, Berlin est déclarée capitale de la République. En conséquence, la ville est siège du gouvernement et de l'Assemblée nationale. L'armée nationale y est présente. Ses habitants sont à plein titre citoyens de la RDA, ce qu'atteste leur carte d'identité.

Berlin-Ouest :

Les Constitutions de Berlin-Ouest et de la RFA instituent la ville comme land de la RFA. Les trois alliés occidentaux s'y opposèrent et les articles en question furent suspendus. Aujourd'hui, dans les faits, Berlin-Ouest est gérée dans une large mesure comme un land, mais sous contrôle des Alliés, ce qui a

notamment pour conséquence que la ville ne peut être siège du gouvernement ni des services gouvernementaux. La présence militaire de l'armée ouest-allemande n'y est pas admise. Les députés berlinois au Parlement n'ont que voix consultative. La législation ouest-allemande n'entre en vigueur à Berlin qu'après une procédure d'adoption à l'Assemblée berlinoise.

En vérité, cette dernière est quasi obligatoire, sous peine de voir supprimer les subventions fédérales à la ville. Les habitants n'ont ni passeport ni pièce d'identité ouest-allemande, mais une pièce d'identité « *provisoire d'habitant de Berlin-Ouest* ». Les hommes ne sont pas astreints au service militaire dans l'armée ouest-allemande.

Berlin 1987 : Année de fête, année de lutte

Sabine LINDE



750^e anniversaire de Berlin.

ANNÉE des sept cent cinquante ans de Berlin, 1987 aura aussi été celle de conflits sociaux d'une ampleur peu vue depuis longtemps. L'ambiance de festivités qu'a fait régner la classe dominante n'a pu cacher la politique cynique de cette même classe, ni tromper ceux qui vivent et travaillent dans cette ville.

« Kreuzberg, le secteur libre s'arrête ici »

Cette inscription sur les murs du quartier de Kreuzberg rappelle que celui-ci a été à deux reprises le théâtre d'interventions policières dignes d'un Etat militaire.

Le 1^{er} Mai, le bureau de quartier de la Liste alternative* a été perquisitionné, sous le prétexte que cette liste était coorganisatrice de la campagne de boycott du recensement populaire. Une telle provocation mit le feu aux poudres. De véritables émeutes éclatèrent, notamment dirigées contre les banques et les grands magasins, considérés comme des symboles d'un système oppresseur. Des centaines de vitres furent brisées, des magasins pillés et incendiés. Pour la première fois, ce mouvement, à en croire tous les témoignages, n'engagea pas que les jeunes : de larges couches de la population y participèrent activement ou le soutinrent avec sympathie. Les clignotants étaient depuis longtemps au rouge dans ce quartier où habitent en particulier des familles ouvrières, turques et allemandes, beaucoup de jeunes, et où le taux de chômage est près d'atteindre les 20 %. On sait aujourd'hui que la police a joué de la provocation pour, ensuite, occuper le quartier, procéder à des tabassages systématiques et à des inculpations par centaines.

Deux semaines après, à l'occasion de la venue de Reagan, la manifestation

contre la politique militaire des Etats-Unis, à laquelle participaient soixante mille personnes, fut encerclée dans le centre-ville. Cinq heures durant, les manifestants ne purent sortir que un par un, subissant alors un contrôle d'identité, dont ne fut pas exemptée Jutta Ditfurth dirigeante des Grünen.

En outre, Kreuzberg, ce quartier le dos au mur et dont les accès sont étroits, a été investi et bouclé pendant une journée, de manière à ce que les passages se fassent sous contrôle : scènes de guerre civile dans un « secteur libre d'une ville libre » !

« Nous sommes indénombrables »

Pourquoi les Grünen, et un vaste mouvement autour d'eux, ont-ils mené campagne contre le recensement populaire du gouvernement Kohl ? La résistance contre ce projet peut se résumer en une idée simple : « nous ne voulons pas que ceux d'en haut en sachent encore plus sur nous. »

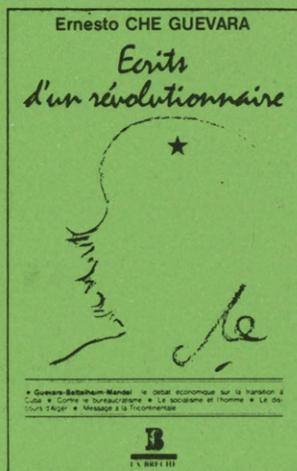
En Allemagne fédérale, quatre millions de personnes se trouvent en effet fichées dans les ordinateurs centraux, et ces innombrables informations sont sans vergogne utilisées, avec une efficacité redoutable, par la police. Au début de l'été, pendant les visites de Reagan et Chirac à Berlin-Ouest, les patrons des entreprises situées le long du parcours suivi par ces hôtes de marque furent invités à fournir les noms des ouvriers « fauteurs de troubles ». Et ce, afin de compléter le fichier central et contrôler plus étroitement ces personnes.

Dans ces conditions, le boycott du recensement a connu un succès, au moins en ce qui concerne Berlin-Ouest. Sur vingt mille fonctionnaires de la ville requis comme « recenseurs », onze mille refusèrent. Dans plusieurs entre-

Ne manquez pas les dernières publications de La Brèche, restez dans le coup !

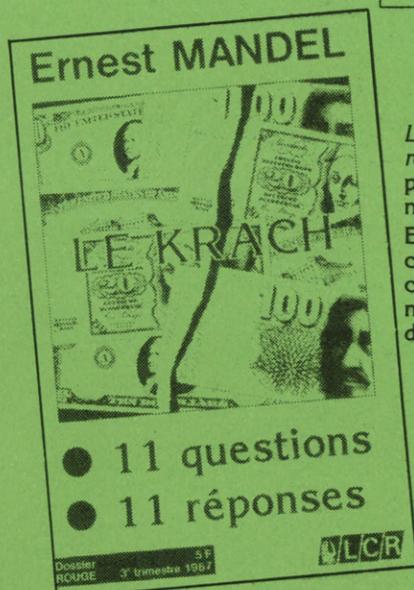
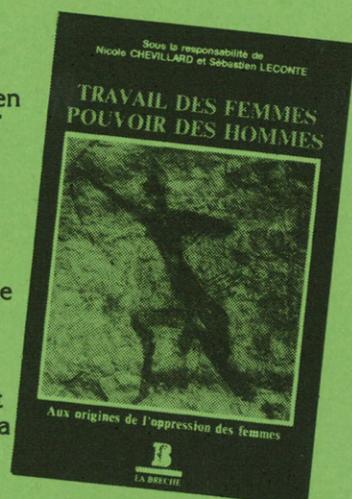
Les Ecrits économiques du « Che », avec des contributions de E. Mandel et C. Bettelheim, 248 pages, 85 F

Publié à l'occasion du XX^e anniversaire de l'assassinat du « Che ». Débats économiques qui ont traversé la direction cubaine dans les années soixante plus d'autres textes historiques.



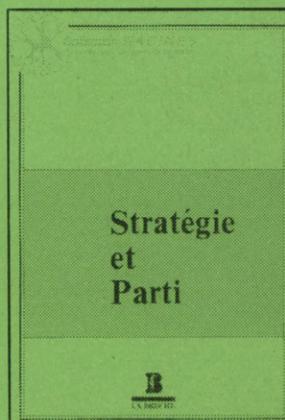
Travail des femmes, pouvoir des hommes, Nicole Chevillard, Sébastien Leconte, 188 pages, 78 F

L'oppression des femmes semble s'être développée avant l'apparition des premières formes de propriété privée. Dans quelles circonstances cette subordination a-t-elle pu advenir ? Ce livre qui analyse une série de questions clés concernant l'oppression des femmes a reçu un excellent accueil aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne.



Le Krach, 11 questions, 11 réponses, Ernest Mandel, 16 pages, 5 F (Dossier Rouge n° 22)

En prise de directe sur une crise d'ampleur du système capitaliste, cette brochure a le mérite immense de la clarté des explications.



Stratégie et Parti, Daniel Bensaïd, 144 pages, 30 F

Depuis l'échec de la « gauche » en 1986, les questions concernant la rupture dans les pays capitalistes développés ressurgissent avec une actualité encore plus vive. Ce livre analyse les débats fondateurs qui virent se confronter Marx, Lassalle, Bakounine, Rosa Luxemburg et Pannekoek, Lénine et Kautsky, nous ramène aussi à des problèmes plus immédiats, tant il vrai que rien de vraiment neuf ne peut naître de l'effacement de la mémoire.

Tous ces titres peuvent être commandés à PEC : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil

librairie
diffusion
LA BRECHE

heures d'ouverture
lundi : de 14 h 00 à 20 h 00
du mardi au samedi
de 12 h 00 à 20 h 00

**Achetez-y
tous vos livres**

5 % d'avoir à partir
de 500 F d'achats (de livres)

9, rue de Tunis, 75011 Paris
Tél : 43 67 63 57

Avez vous pensé à vous procurer nos autres ouvrages ?

La Tourmente mexicaine, le Paradigme du Grand-Hornu, les Thèses du VIII^e Congrès de la LCR, la Crise, les crises ? Par ailleurs, il convient de relever que l'analyse proposée par *Nouvelle-Calédonie, la révolte kanake* est totalement vérifiée par les récents événements.

Revue : Signalons la parution du n° 5 des *Cahiers d'études et de recherche*, consacré au Japon, du *Critique communiste*, n° 67, spécial Sécurité sociale, du n° 25, de *IV^e Internationale* (article de Mandel sur « le Socialisme de marché », d'*Inprecor* n° 251 consacré à l'URSS à l'heure de Gorbatchev, et du n° 252 comportant un article sur le coup d'Etat du Burkina Faso, tandis que le n° 41, dixième anniversaire, des *Cahiers du féminisme* est toujours disponible.

**Critique
Communiste**

Revue mensuelle de la LCR éditée par la société PEC
Redaction et administration : 2, rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil-sous-Bois.
Tél : 48.59.00.80
Directeur de la publication : Christian Lamotte. Imprimerie Rotographique.
ISSN : 0759-0989 N° : 56 551